

Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois. Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois. 1957.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

\*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

\*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici pour accéder aux tarifs et à la licence](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

\*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés sauf dans le cadre de la copie privée sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

\*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source Gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue par un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [reutilisation@bnf.fr](mailto:reutilisation@bnf.fr).

**BULLETIN**  
DE LA  
**SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE**  
SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE  
DU  
**VENDOMOIS**

(Reconnue d'utilité publique par décret du 15 Mars 1877)

---

**ANNÉE 1957**

---



IMPRIMERIE R. SILLE  
21, Avenue Maunoury, 21  
BLOIS



BULLETIN  
DE LA  
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE  
SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE  
DU VENDOMOIS



**BULLETIN**  
DE LA  
**SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE**  
SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE  
DU  
**VENDOMOIS**

(Reconnue d'utilité publique par décret du 15 Mars 1877)

---

**ANNÉE 1957**

---

**SOMMAIRE**

---

	Pages
273 <sup>e</sup> Assemblée générale du 14 Juin 1957 .....	5
274 <sup>e</sup> Assemblée générale du 1 <sup>er</sup> Décembre 1957 .....	7
Travaux des membres de la société .....	10
Distinctions . . . . .	10
Nouveaux membres .....	10
Compte financier de l'année 1957 .....	11
Bibliographie . . . . .	12
Objets entrés au Musée pendant l'année 1957 .....	16
Bureau de la Société .....	17
<i>La Buée</i> , par M. Edouard Valin .....	19
<i>De Saint-Domingue... au Vendômois : Claude-François de Borthon de l'Etang</i> , par M. Arnould .....	25
<i>Sites et Monuments classés à Vendôme et dans l'arrondissement</i> . . . . .	52

— *L'adresse exacte de la Société est « Société Archéologique, Scientifique et Littéraire du Vendômois, Cloître de l'Abbaye à Vendome (Loir-et-Cher) ».*

— *La cotisation annuelle, donnant droit au Bulletin de la même année est de 300 francs minimum, recouvrable au début du 1<sup>er</sup> trimestre*

— *Compte de Chèques postaux de la Société : Orléans 665-33.*

— *Pour compléter ses collections, la Société accepterait avec reconnaissance le don d'exemplaires anciens du Bulletin (depuis 1862).*

---

S O C I É T É  
**ARCHEOLOGIQUE**  
SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE  
**DU VENDOMMOIS**

---

96° ANNEE — 1957

---

**273° Assemblée Générale**  
**Séance Publique du 14 Juin 1957**

L'assemblée générale de la société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois a réuni salle de la Coopérative une assistance très considérable, aux premiers rangs de laquelle se trouvaient MM. Tisserand, sous-préfet ; Yvon, maire de Vendôme ; Beaujannot, sénateur ; Doucet, conseiller général et de nombreuses personnalités de la ville, des conservateurs de musées de la vallée du Loir, etc...

A la tribune avaient pris place MM. le chanoine Gaulandeau, conservateur du Musée, vice-président de la société ; le docteur Gamard ; Boris Lossky, conservateur des musées d'Indre-et-Loire ; Regnault, directeur de l'Ecole Nationale des Beaux-Arts de Tours.

*HOMMAGE A M. REMY FOUQUET*

En ouvrant l'assemblée générale, M. le chanoine Gaulandeau s'est exprimé en ces termes :

« Vous attendez certainement de moi que dès l'ouverture de cette assemblée générale de la société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois, j'évoque le souvenir de celui qui eût dû la présider et qui, en raison des circonstances, en eût conçu tant de joie et de fierté : M. Rémy Fouquet. A lui donc, qui a tant aimé et si noblement servi Vendôme, et qui fut jusqu'au bout attentif à promouvoir ses intérêts et à accroître sa renommée, nous dédions ce soir un souvenir reconnaissant ».

Après avoir salué les personnalités, il souhaita la bienvenue à MM. Lossky et Régnauld. « Nous savons, dit-il, à quelle amitié délicate nous devons votre venue. De Tours à Vendôme, le chemin passe par Montoire et Ronsard le suivit bien des fois. La forêt de Gastine (ou ce qui en reste) n'a jamais constitué une barrière entre



Touraine et Vendômois. Bien plutôt reste-t-elle un séjour de fraîcheur et de silence, un bois sacré par où le voyageur, ou le pèlerin, ou le poète passe sans s'en rendre compte, comme par enchantement, de l'une à l'autre de ces deux régions bénies du ciel et si étonnamment semblables ».

#### *UNE SOCIÉTÉ CENTENAIRE*

M. le chanoine Gaulandau parla ensuite de la société. « C'est la 273<sup>e</sup> assemblée générale, rappela-t-il, que tient notre société qui est la plus ancienne de Vendôme, puisqu'elle entre dans sa 96<sup>e</sup> année. Il ne m'appartient pas d'énumérer ses états de services : M. le docteur Gamard l'a fait ces jours-ci dans la presse en termes dont nous le remercions. Mais ce que je voudrais souligner une fois de plus, c'est qu'elle est plus vivante que jamais.

« Archéologique elle est, scientifique et littéraire aussi : ce nom lui fut donné par ses fondateurs qui étaient déjà, je vous l'affirme, des Vendômois de grande valeur et de total dévouement. Mais ces noms ne rebutent personne aujourd'hui. Chacun sait désormais qu'elle n'est pas, cette vénérable société, réservée à de vieux messieurs chenus ayant des loisirs. Tout le monde sait qu'elle a fondé le musée et réuni ses premières collections, que cent volumes d'études sur le Vendômois attestent la qualité de ses travaux. Mais surtout (nous l'avons tant proclamé que cela finit par se savoir), elle reste un foyer de culture ouvert à tous ceux, de quelque horizon qu'ils viennent, qui aiment leur petite patrie, ses monuments, son histoire et son sol !

« Voilà pourquoi nos réunions sont de plus en plus fréquentées, et pourquoi notre bulletin, qui n'a jamais cessé de paraître depuis 1862, reste attrayant et varié... pourquoi aussi le nombre de nos adhérents s'accroît d'année en année. Un exemple : nous avons compté 30 inscriptions nouvelles en 1956 ».

Le vice-président conclut en déclarant que la société avait été heureuse de se joindre aux organisations qui ont réalisé les Trois Jours, « puisque son unique ambition, à elle aussi, n'est que de bien servir Vendôme et sa région.

#### *TOURAINES ET VENDÔME*

M. le docteur Gamard, après avoir à son tour, remercié les personnalités de leur présence, s'associa à l'hommage rendu à la mémoire de M. Rémy Fouquet. Il souligna l'intérêt de l'exposition Charles Portel « L'influence de Charles Portel est durable, maintenant encore, dit-il, et contribue toujours à conserver à Vendôme ses beautés et à la mettre en valeur. C'est lui qui, aux heures les plus sombres de ce demi-siècle, a assuré la conservation des richesses du Musée fondé par notre société, a obtenu le local où il est si heureusement logé et a procédé aux premiers aménagements.

« La rétrospective de son œuvre de chevet — qui ne constitue qu'une partie de son activité touristique — montre que notre ami, sachant s'élever au-dessus de ses souffrances physiques qu'il endura jusqu'à son dernier jour, a légué à la postérité des toiles d'une clarté, d'une gaieté, qui témoignent d'une conception heureuse de la vie et embellissent la vie de leurs possesseurs; »

M. le docteur Gamard remercia Mme Portel et ceux qui ont permis que cette exposition puisse se dérouler, puis il présenta M. Régnauld. Il rappela que celui-ci avait exécuté les relevés des fresques romanes de la « vallée du Loir » qui sont la richesse du Musée des monuments anciens, au Palais de Chaillot. Il nota également que M. Régnauld était l'auteur du dépliant touristique de la Vallée du Loir qui a obtenu le premier prix au dernier concours de maquettes touristiques organisé par la direction générale du Tourisme. Il rendit enfin hommage à l'influence exercée par le directeur de l'Ecole des Beaux-Arts sur les étudiants.

M. le docteur Gamard présenta ensuite M. Lossky, soulignant le travail considérable qu'il a réalisé au Musée de Tours, « l'un des plus beaux musées de province ». Il rappela les liens qui unissent la Touraine et le Vendômois, où se retrouve notamment la même ambiance balzacienne.

#### *LES MUSEES DE LA REGION*

M. Lossky montra d'abord comment, depuis ces dernières années, la notion de musée s'était modifiée, grâce à une nouvelle génération de conservateurs. Il passa successivement en revue les musées de la région du Loir et cita les principales richesses de chacun : Chartres, Châteaudun avec ses collections scientifiques et de beaux-arts, Vendôme à propos duquel il rendit hommage aux conservateurs successifs : Charles Portel, Turquet et le chanoine Gaulandeau ; Blois, Montoire, capitale des églises romanes peintes ; Château-du-Loir, La Flèche, Le Mans, Angers, Saumur, Chinon, Cravant, Limeray, Amboise, Loches.

Dans la seconde partie de sa conférence, M. Lossky parla du musée de Tours et illustra son propos à l'aide de vues fixes. Ses connaissances, sa passion des richesses tourangelles, son esprit, donnèrent notamment à cette seconde partie un très grand intérêt.

Les personnes présentes visitèrent ensuite avec beaucoup de plaisir le musée de Vendôme illuminé.

---

### **274<sup>e</sup> Assemblée Générale** **Séance Publique du 1<sup>er</sup> Décembre 1957**

M. Tisserand, sous-préfet, et M. Yvon, maire de Vendôme, avaient tenu, malgré une fin de semaine chargée en réunions de toutes sortes, à assister à la 274<sup>e</sup> assemblée générale de la Société Archéologique, Scientifique et Littéraire du Vendômois, qui s'est tenue dimanche dernier au Foyer des élèves, Lycée Ronsard.

M. le chanoine Gaulandeau, président de la Société, devait, au cours de son allocution, expliquer les raisons pour lesquelles cette réunion se tenait dans ce bâtiment.

« Depuis des siècles, c'est dans ce haut-lieu que se perpétuent, en terre vendômoise, les traditions d'humanisme qui furent et restent — dans un progrès constant — notre patrimoine le plus précieux ». Et il a remercié le Proviseur d'avoir bien voulu ouvrir les portes du Lycée à la Société.

Ses remerciements sont ensuite allés à l'assistance présente à cette assemblée générale, à M. le sous-préfet, pour la bienveillance qu'il manifeste à tout ce qui touche le domaine de l'esprit, à M. le Maire, pour l'intérêt effectif qu'il a toujours montré à l'égard de la Société Archéologique, soit dans ses activités propres, soit dans le Musée, qui est son œuvre.

Le président devait avoir une pensée émue à l'adresse de ceux qui sont disparus : M. Rémy Fouquet « dont nous n'avons pas fini de regretter la perte », M. le Docteur Poirier, de Couture, « qui prit une grande part aux fêtes du Centenaire de Ronsard ». Enfin, il a présenté les excuses de nombreuses personnalités, puis rendu compte de l'activité de la Société depuis la dernière assemblée générale.

Outre les demandes — nombreuses — de renseignements sur des questions d'archéologie ou d'histoire, il y a : les dons d'ouvrages et de documents et — surtout — « le succès grandissant de notre bulletin, dont de nombreux érudits nous demandent des exemplaires anciens ou récents ». Tout cela montre que « non seulement nous avons vécu, mais progressé » et M. le chanoine Gaulandeau a annoncé que 29 personnes avaient demandé leur adhésion, ce qui porte l'effectif total à 359 membres.

Les finances sont saines et le président a pu annoncer que, de ce fait, des améliorations allaient être apportées à la bibliothèque ; le prochain bulletin va être préparé. Après avoir donné connaissance de la liste des travaux publiés en cours d'année par des membres de la Compagnie, félicité ceux de ses collègues qui ont été l'objet de distinctions honorifiques, M. le chanoine Gaulandeau a rappelé le « très grand succès » remporté par « l'exposition des gouaches du regretté Charles Portel » pendant les « Trois Jours ». D'autre part, la salle réservée au Musée aux « Coutumes et métiers populaires » avec la reconstitution d'une demeure rurale, est une réalisation admirée par tous les visiteurs. Ceux-ci sont en nombre grandissant, qui dépasse notablement celui de l'année dernière ».

Dans sa conclusion, le président a déclaré :

« Les membres de votre bureau sentent de plus en plus qu'ils ne sont pas isolés, qu'ils ne travaillent pas en vain et que l'influence de notre société s'accroît dans tous les milieux. Je ne crois pas exagérer : il me semble qu'un esprit commun se forme entre nous tous, qu'il est fait de sympathie réciproque, de désir plus précis de mieux connaître nos richesses locales et qu'il se traduit par un attachement plus conscient à notre petite patrie.

« Grâce à vous, Mesdames, Messieurs, la présente assemblée générale, la 274<sup>e</sup> en 96 ans, marque une nouvelle étape vers un avenir que nous envisageons avec une totale confiance ».

M. Chrétien, trésorier, a donné lecture du compte-rendu financier qui, comme le rapport d'activité du président, a été approuvé par de longs applaudissements. Après lecture des noms des 29 nouveaux adhérents, l'assemblée a procédé au remplacement des membres sortants. Sont désignés comme membres du bureau à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1958 : M. Arnould, directeur d'école à Sargé-sur-Braye ; M. le Comte Michel de Rochambeau ; M. Legent, de Vendôme, et M. Menant, de Montoire.

### *LES FRESQUES DE TAVANT ET D'AREINES*

Conservateur du Musée de Cravant, M. Héron allait ensuite, au cours d'une brève communication, traiter d'un sujet fort intéressant : les fresques des églises de Tavant et d'Areines. Bien que les deux communes soient assez éloignées, M. Héron a découvert dans les églises de ces deux communes des peintures qui se ressemblent étrangement. Pour lui, il paraît probable que c'est la même équipe de peintres qui a exercé ses talents dans l'une et l'autre église. Il a mis l'accent sur la similitude des personnages, en ce qui concerne notamment les costumes. Et, pour justifier ses dires, M. Héron a fait circuler des ouvrages et des photographies permettant à l'assistance de mieux juger.

Une double discussion s'est ensuite engagée entre le président et les membres de la société. Il s'agissait de savoir si la prochaine assemblée générale aurait lieu un dimanche après-midi ou un jour de semaine, après-dîner. Très rapidement l'unanimité s'est réalisée sur cette deuxième solution. Plus longue a été la seconde question, qui avait trait au cimetière d'Areines et qui a été posée par Mlle Desneux. Après de très nombreuses interventions, le bureau a décidé qu'il reverrait la question.

### *DE SAINT-DOMINGUE AU VENDOMOIS*

Nommé quelques minutes plus tôt membre du bureau, M. Arnould devait faire une entrée brillante dans ses nouvelles fonctions. Le conférencier n'est d'ailleurs pas inconnu des Vendômois et la qualité de ses travaux n'a d'égale que son élocution brillante.

M. Arnould devait longuement nous parler d'un énigmatique personnage venu s'éteindre au château du « Fief Corbin », propriété de son fils, à Sargé, le 3 Floréal an III.

Claude-François de Borthon de l'Etang fut magistrat. Son acte de décès indique « procureur général », bien qu'il ne le fut jamais, nous dit M. Arnould. Sa fortune — ou celle de son épouse — ne lui permit pas de réussir dans ses entreprises de planteur à Saint-Domingue et c'est dans le dénuement le plus complet qu'il devait finir sa vie à Sens, Avallon et, finalement, à Sargé-sur-Braye. Vie aventureuse s'il en fut : mauvais époux, chicanier, Claude-François de Borthon de l'Etang n'aura rien laissé à la postérité. Reconnaissons pourtant que M. Arnould a su extraire de cette vie aventureuse et lointaine — dans le temps et l'espace — des passages frappants et que c'est avec un art consommé qu'il a su nous parler de ce personnage ambitieux avec une adresse qui nous a presque laissé croire qu'il s'agissait véritablement d'un homme du Vendômois. Sa communication nous aura — au moins — incité à nous rendre vers ce joli château « Fief Corbin », dans l'espoir peut-être d'y retrouver un souvenir de C.-F. de Borthon de l'Etang ou de son étrange histoire... (1).

---

(1) Ce compte-rendu et le précédent sont dus à « La Nouvelle République », membre de notre Société, que nous remercions sincèrement.

## TRAVAUX DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

- Docteur GAMARD : Lavardin, Montoire, Saint-Jacques dans les Cahiers du Zodiaque, Edition de la Pierre-qui-vire.
- Mlle TROCME : Les peintures murales de l'Eglise de Saint-Pierre de Boursay (L.-et-Ch.) dans le Bulletin monumental.
- M. DEREL : Les constructions civiles du début du XVIII<sup>e</sup> siècle à Saint-Martin-des-Champs de Paris dans le Bulletin de la Société de l'Histoire de l'art français.
- M. G. CORDIER : Instruments perforés du bassin de la Seine et supplément à l'inventaire des instruments perforés d'Indre-et-Loire, dans le Bulletin de la Société préhistorique française.
- M. l'Abbé NOUEL : Les découvertes de l'âge du bronze et du fer dans le département du Loiret.
- M. le Chanoine GAULANDEAU : Vendôme et le Vendômois, dans le Journal des Voyages, revue illustrée de Bruxelles.

## DISTINCTIONS

- Mme le Docteur EMOND, chevalier de la Légion d'Honneur.
- Mme RICHARD, professeur au Lycée, Chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques.
- M. BEQUIGNON, Médaille d'Or du Travail.
- Nos sincères félicitations.

## NOUVEAUX MEMBRES

### ADMISSIONS PRONONCEES EN 1957

- MM. l'Archiprêtre Nouvellon, Curé de la Trinité à Vendôme.
- l'Abbé Cousin Paul, Curé à Sougé (Loir-et-Cher).
- le Chanoine Champeau, à Saint-Firmin-des-Prés.
- Javay Georges, Ingénieur des Arts et Métiers, 11 bis, rue Berteaux-Dumas, à Neuilly-sur-Seine.
- Béquignon André, Clerc de Notaire, 27, pl. d'Armes, Vendôme.
- Guériteau, Directeur d'Ecole, à Naveil, par Vendôme.
- Chautard Pierre, Industriel, 111, rue N.-D. des Champs, Paris-6<sup>e</sup>.
- Bruère Albert, Garage Renault, Vendôme.
- Bruère Serge, Garage Renault, Vendôme.
- Legret, Représentant, 7, avenue de Verdun, Blois.
- l'Abbé Mallier, Curé à Authon (Loir-et-Cher).
- Muller, Représentant du Syndicat, à Montoire.
- l'Abbé Rivard, Curé à Danzé (Loir-et-Cher).
- Mlle Avrain, Directrice d'Ecole Maternelle, Groupe Jean-Zay, à Vendôme.
- MM. Lasneau, Directeur d'Ecole Publique, Groupe Saint-Denis, à Vendôme.
- Pejot Jacques, Professeur au Lycée, Vendôme.
- Gaignoux Daniel, 71, rue du Docteur-Faton, à Vendôme.
- Charon Marius, 9, rue Descamps, Paris-16<sup>e</sup>.
- Volé Jean-Henri, 52, Montgallet, Paris-12<sup>e</sup>.
- Reverchon, Conseiller général et Maire de Moisy (L.-et-Ch.).
- Mme Colin-Neilz, Thoré-la-Rochette (Loir-et-Cher).

MM. Héron Albert, Conservateur du Musée de Cravant, 8, place  
Jeanne-d'Arc, à Chinon (I.-et-L.).  
Fresneau Jean, « La Maugerie », à Morée (Loir-et-Cher).  
Lauriau-Chernoviz Max, 25, rue Vital, Paris-16<sup>e</sup>.  
Brenot, Château de la Roche, à Saint-Firmin-des-Prés, par  
Pezou (Loir-et-Cher).  
Després, Conseiller d'Etat, « Les Réclusages », à Montoire.  
Pairrault, « Les Coutils », à Lavardin, par Montoire.  
Cruchet, Maire de Chauvigny-du-Perche.  
Tan, Industriel, 159, rue Marguerite-Renaudin, Clamart (Seine).

## COMPTE FINANCIER

(ANNEE 1957)

### RECETTES :

Cotisations . . . . .	125.000	»
Ventes d'ouvrages . . . . .	50.488	»
Divers . . . . .	20.390	»
<hr/>		
Total : . . . . .	195.878	»

### DEPENSES :

Impression du bulletin . . . . .	71.880	»
Imprimés divers . . . . .	5.100	»
Frais de bureau et de correspondance . . . . .	17.530	»
Abonnements à publications . . . . .	4.000	»
Divers . . . . .	22.005	»
<hr/>		
Total : . . . . .	120.515	»

### BALANCE :

<i>Recettes</i> . . . . .	195.878	»
<i>Dépenses</i> . . . . .	120.515	»
<hr/>		
EXCEDENT DE RECETTES . . . . .	75.363	»
<i>Reliquat de l'exercice précédent</i> . . . . .	141.445	»
<hr/>		
<i>Avoir de la Société au 1-12-1957</i> . . . . .	216.808	»

se décomposant comme suit :

<i>Avoir au C. C. P.</i> . . . . .	115.429	»
<i>Livret de C. E.</i> . . . . .	101.379	»
<hr/>		
Total : . . . . .	216.808	»

Le Trésorier,  
B. CHRETIEN



## BIBLIOGRAPHIE

---

Liste des ouvrages entrés à la bibliothèque  
au cours de l'année 1957

### I. — DONS D'AUTEURS OU AUTRES

— De Mme Rémy FOUQUET, une partie importante de la bibliothèque de son mari, notre regretté président. Le nombre même des volumes généreusement offerts et le manque de place, nous interdisent d'en donner le détail ici. Nous le regrettons vivement. En dehors d'ouvrages classiques sur le Vendômois et la Touraine, citons des études sur Ronsard et Balzac, Gabrielle d'Estrées et Babeuf, sur Auxerre, Sens et Saumur, des bulletins et mémoires de Sociétés Savantes, des numéros du journal local pendant la dernière guerre.

— De notre vice-président et ancien président M. le Chanoine GAULANDEAU, *A propos « des Chouans » de Balzac*, par Mme S. Bérard, extrait de la Revue d'Histoire littéraire de la France ; *La Vallée du Loir*, par Edmond Rocher ; *Notice historique sur la Sainte Larme de Chemillé*, par l'abbé A. Fillaudeau.

— De M. DENIZOT, notre ancien président, professeur à la Faculté des Sciences de Montpellier, plusieurs bulletins de la *Société Préhistorique Française*.

— De M. BAILLY, à Melun. L. A. Hallopeau : *Essai sur l'histoire des Comtes et Ducs de Vendôme de la Maison de Bourbon — Renaissance* ; Gal Chanzy : *La deuxième Armée de la Loire* ; Gal d'Aurelle de Paladines, *La première Armée de la Loire* (sans les cartes) ; J. N. Dufort, Comte de Cheverny, *Mémoires sur les règnes de Louis XV et Louis XVI et sur la Révolution*. (Voir sur cet ouvrage le bulletin de notre Société, année 1889, p. 158) ; Prince Jacques de Broglie, *Madame de Staël et sa cour au château de Chaumont* ; *Dix Années d'Exil*, de Madame de Staël, édition de Paul Gautier ; Paul Gautier, *Mathieu de Montmorency et Madame de Staël* ; René de Chauvigny, *la Résistance au Concordat de 1801*. C'est toute l'histoire des prêtres réfractaires et de la Petite Eglise, en Vendômois. M. BAILLY nous a aussi offert de nombreuses brochures sur Blois et le Loir-et-Cher, ainsi que plusieurs gravures concernant la région et la *Revue du Loir-et-Cher*, année 1889, numéros 1 à 11. Dans les pages d'annonces de cette revue, nous apprenons que M. Préteseille, horloger-bijoutier, 20, rue Renarderie à Vendôme, vendait à cette époque pour trois francs des « bagues médico-galvaniques » dont il garantissait la solidité, « les seules reconnues efficaces par leur composition spéciale contre les migraines, les rhumatismes, les affections nerveuses, etc... ».

— De M. BOULLE, quatre catalogues d'expositions consacrées à Victor Hugo, organisées à Paris et à Hauteville-House.

— De M. André COLAS, ingénieur à Villeneuve-le-Roi, en souvenir de son père Alphonse COLAS, agent général honoraire de la Caisse d'Epargne de Vendôme et grâce à l'obligeante entremise de M. MORLET, agent-général de cette Caisse d'Epargne. J. de Pétigny, *Histoire archéologique du Vendômois*, 2<sup>e</sup> édition, Blois 1882.

— De M. COLAS-VIBERT, un lot important de *bulletins* dépareillés de notre Société.

— De M. CRUCHET, divers ouvrages anciens, notamment un *recueil de contredanses françaises*, un *code civil*, édition miniature de 1823, le *livret d'ouvrier* de son père et les *statuts de la Société de l'Union des Travailleurs du Tour de France* à laquelle ce dernier appartenait, ainsi que les *Journées Illustrées de la Révolution de 1848*.

— De Mme FIAULT, plusieurs ouvrages, notamment *Port-Royal au XVII<sup>e</sup> siècle, images et portraits*, par Augustin (illustrations destinées à l'édition Gazier).

— De M. GOBET, à Coulommiers, une suite reproduisant les dessins à la plume exécutés par M. le Colonel Foussard pour illustrer « *Les Témoins du Passé, à Coulommiers-la-Tour, en Vendômois* ».

— De M. le Commandant GONET, plusieurs années de la *Revue Maritime*.

— De Mlle HUTPIN, *Cinq mois et dix jours d'invasion (1870-1871)* par M. Neilz.

— De Mlle ROCHELLE, *Journal pour Rire*, année 1853.

— De M. ROGER, le numéro de Mars 1957 de la revue *Epargne* 57 contenant la notice nécrologique de Rémy Fouquet.

— De l'auteur M. Maurice SERGENT, *Quelques découvertes à Artins*, extrait de notre bulletin 1956.

— De l'auteur Mme M.-R. SOUTY, *Une famille blésoise aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, Les Pathault*, Blois 1957.

— De M. WEELEN, conservateur du Musée de Châteaudun et historiographe de Rochambeau, le n<sup>o</sup> du 1<sup>er</sup> Novembre 1957 de *l'Echo de Touraine*, hebdomadaire auquel il collabore, contenant un cliché de la cérémonie qui s'est déroulée à Newport (U.S.A.) devant la statue de Rochambeau, à l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire de la mort du Maréchal, le 10 Mai dernier.

— De notre bibliothécaire, *Bettina ou le Culte de Balzac*, par Marcel Bouteron, deuxième numéro des *Balzaciana*, et *Balzac au Collège de Vendôme*, par Hubert Fillay, ainsi que plusieurs *recueils de poèmes* par Edmond Rocher.

*Remerciements sincères à ces nombreux et généreux donateurs.*

## II. — ENVOI DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

— Actes du quatre-vingt-unième Congrès des *Sociétés Savantes*, Rouen-Caen, 1956.



III. — ENVOI DES SOCIÉTÉS SAVANTES — ECHANGES

1° France :

— *Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*. Comptes-rendus des séances des années 1955 et 1956.

— *Académie des Sciences*. Comptes-rendus hebdomadaires.

— *Société de Borda* (Dax) 4<sup>e</sup> Trim. 1956, 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Trim. 1957.

— *Union des Sociétés Savantes de Bourges*, Mémoires, vol. IV et V.

— *Revue de l'Académie du Centre* (Châteauroux) année 1957.

— *Les Amis du Vieux Chinon*, années 1955-56 et 1956-57, p. 415 référence à une charte de la Trinité de Vendôme.

— *Congrès archéologique de France* CXIII<sup>e</sup> session (en 1955), Troyes.

— *L'Eduen*, n° 36, nouvelle série, numéros 1 à 4.

— *Société archéologique et historique du Limousin*, TLXXXVI, 3<sup>e</sup> livraison.

— *Revue Mabillon*, numéros 186 à 189. Le n° 186 contient des renseignements sur l'état du personnel de l'Abbaye de Vendôme.

— *Revue historique et archéologique du Maine*, n° 91.

Dans son étude sur les poteries et potiers de la Sarthe, M. Paul Cordonnier-Détré fait allusion à la coutume du « casse-pot », plaisanterie qui a encore cours à Montoire, à l'époque du mardi-gras.

— *Commission historique et archéologique de la Mayenne*, n° 230.

— *Société archéologique et historique de l'Orléanais*, Bulletin TXXV n° 245, année 1947-48, bulletins ronéotypés numéros 40 à 44, rendant compte de nombreuses communications de notre Collègue, M. l'Abbé Nouel.

— *Société des Antiquaires de l'Ouest*, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> Trim. 1956, 1<sup>er</sup> Trim. 57.

— *Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau*, 3<sup>e</sup> série TXVII.

— *Société des Antiquaires de Picardie*, nouvelle Société correspondante, Mémoires TXXXIX à LI, bulletins depuis 1927 jusqu'à 1957, 1<sup>er</sup> Trim. (quelques trimestres manquent).

— *Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe*, année 1955-56, 2<sup>e</sup> fascicule.

— *Société des Lettres, Sciences et Arts du Saumurois*, n° 106. Dans son étude sur le Château d'Avoir et ses seigneurs à Longué-en-Vallée, M. Georges Giraud rappelle (p. 44) que Jeanne de Vendôme, épouse de François de Montbernon, seigneur d'Avoir « n'eut pas un rôle très beau envers Jacques Cœur qu'elle avait accusé de crime envers Agnès Sorel ».

— *Société Archéologique de Tarn-et-Garonne* T LXXXI, année 1954-55.

— *Société Archéologique de Touraine*, T XXXI, année 1955, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> Trim. 1956 (tables).

2° *Etranger* :

— *Smithsonian Institution* (Washington). Annual report of the U. S. National Museum 1956.

IV. — ABONNEMENTS — ACQUISITIONS

— *Bulletin Monumental* T CXV, année 1957 complète. Dans le 2<sup>e</sup> fascicule les *peintures murales de l'église Saint-Pierre de Boursay* (Loir-et-Cher) par Mlle Trocmé (en vente chez l'auteur, 7, rue Renarderie à Vendôme) ; dans le 3<sup>e</sup> fascicule, *Saint-Aignan d'Orléans, l'église de Robert-le-Pieux* par le Dr Lesueur et compte-rendu de l'étude publiée par notre collègue M. Derel dans le bulletin de la Société de l'Histoire de l'Art français (1957) sur *Les constructions civiles du début du XVIII<sup>e</sup> siècle à Saint-Martin des Champs de Paris*.

— *L'Intermédiaire des Chercheurs et Curieux*, revue mensuelle, année 1957 complète.

— *Société Préhistorique Française*.

T LIII numéros 7-8 à 11-12. P. 747. *Sur deux instruments perforés du bassin de la Seine*, par notre collègue G. Cordier. L'un d'eux est la hache-marteau exposée dans notre musée (n° 1708 du catalogue). Elle fut retirée de la Seine à Bercy et provient de la collection de l'Abbé Bourgeois.

T LIV numéros 1-2 à 9. P. 307, *Les découvertes des âges du Bronze et du Fer dans le département du Loiret*, par l'Abbé André Nouel ; p. 320 *supplément à l'inventaire des instruments perforés d'Indre-et-Loire* par G. Cordier.

— Abbé O. Blanchard *Perche et Percherons*. Recueil relié des 15 fascicules parus suivis de l'étude sur Souday, dont la publication est restée inachevée.

— Paul Latapie. *Les Arques en Quercy, canton de Cazals (Lot). Ses origines, son histoire, ses deux églises romanes*. Préface de M. Louis Réau, Cahors (1956). L'auteur décrit en particulier les peintures murales du XV<sup>e</sup> siècle mises au jour en 1954 (et non mises à jour, comme il est écrit dans la préface) et utilise les travaux de Mlle Trocmé sans mettre toujours ses emprunts entre guillemets.

— *La Fayette*. Catalogue de l'exposition organisée par les Archives Nationales avec le concours du Comité national français pour la célébration du bi-centenaire de la naissance de la Fayette. Plusieurs souvenirs concernant la Fayette et Rochambeau ont été prêtés par la famille de Rochambeau et par M. Weelen.

— Edouard Salin. *La civilisation mérovingienne d'après les sépultures, les textes et le laboratoire*. Troisième partie, Les techniques, Paris 1957.

Ph. POULTEAU.

## MUSÉE

---

### *Objets entrés au Musée pendant l'année 1957*

— De Mme Simon-Person, à Vendôme : Un trumeau, peinture du 18<sup>e</sup> siècle ; un châle ancien.

— De M. Emile Daviau, à Vendôme : Une statue de Saint Côme, bois polychromé du 16<sup>e</sup> siècle.

— De M. le docteur Grandin, à Vendôme : Quatre portraits, peints sur toile, du 19<sup>e</sup> siècle.

— De Madame Portel, à Vendôme : Plusieurs gravures anciennes et divers objets.

— De M. le docteur Latron, au château de Poncé : un dais en bois doré, dit « exposition », du 18<sup>e</sup> siècle.

— De M. Bonvallet, à Vendôme : une plaque de courrier, en cuivre.

— De M. Marcel Girard, de Lunay : un châle et un bonnet ayant appartenu à sa grand'mère.

— De M. le Professeur Denizot : une collection de minéralogie.

— De Mme Rémy Fouquet : un grand bassin en cuivre.

— De M. Colin, à Thoré : une collection de silex taillés, un se-moir en toile, poterie et divers objets.

— De Mme Mottron, à Thoré : une lampe, une hotte et divers objets.

— De M. Gobet, à Coulommiers-la-Tour : un latton à douille, une marre et divers objets.

— De M. Yves Renault, à Vendôme : un fût destiné à l'exposition de la tonnellerie.

— Par acquisition : une vis de pressoir, une clochette fleurdelisée.

— De Mme Brenklé : une vitrine.

De nombreux objets se rapportant aux anciens métiers vendômois ont été également remis par M. Legret, à Naveil (tonnellerie). — M. Deslandes, à Vendôme. — M. Guignard, serrurier à Villiers. — M. Aubert, charron à Savigny. — M. Bisson, menuisier à Vendôme. — Mlle Valin, à Vendôme. — M. Mérant, à Montoire. — M. Neilz, à Azé (outils de sabotier). — M. Bellande, à Paris (fers à gaufres). — M. Baudoin, à Saint-Ouen. — Mme Moreau, à Vendôme (clef en bronze provenant très probablement de l'église Saint-Bienheure).

Nous prions les donateurs d'agréer nos sincères remerciements.

BUREAU DE LA SOCIETE

---

MM. le chanoine GAULANDEAU, Président.

le Docteur DATTIN, Vice-Président.

Paul COUV RAT, Secrétaire.

CHRETIEN, Trésorier.

POULTEAU, Bibliothécaire-Archiviste.

le Docteur GAMARD.

J.-E. WEEL EN.

Norbert DUFOURCQ.

le Comte Michel de ROCHAMBEAU.

ARNOULD.

LEGENT.

MENANT.

---



# LA " BUÉE "

*La lessive au temps de nos grand-mères  
Essai sur le folklore vendômois*

EDOUARD VALIN (1)

Autrefois dans la plupart des ménages c'était un honneur pour la maîtresse de maison qui recevait la visite d'une parente ou d'une amie de la faire approcher de l'armoire au linge, de la lui ouvrir toute grande et de lui faire admirer sur chacun des « relais » les piles de draps rangés méthodiquement, les serviettes, les mouchoirs à leur place respective : tout le trésor de la maison, « blanc de lessive » et dégageant une fine odeur d'iris.

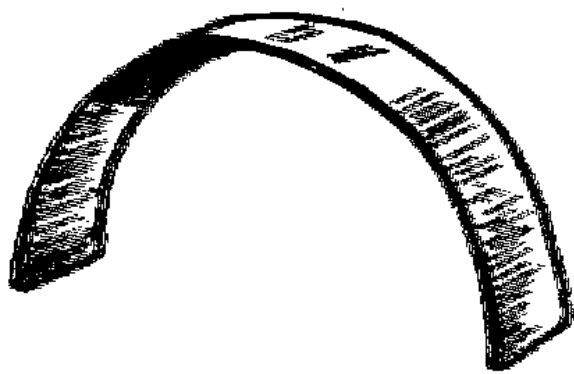
Que de travail avait été nécessaire pour arriver à ce résultat ! La lessive, que l'on nommait généralement la « buée » était chose compliquée et nécessitait tout un matériel.

On faisait plusieurs lessives par an. Nous ne décrirons que la principale, qui se faisait à la belle saison parce que les jours y sont plus longs. Il arrivait en effet qu'on fît deux grandes lessives, une pour le linge ordinaire et une pour les grosses pièces, les draps en particulier.

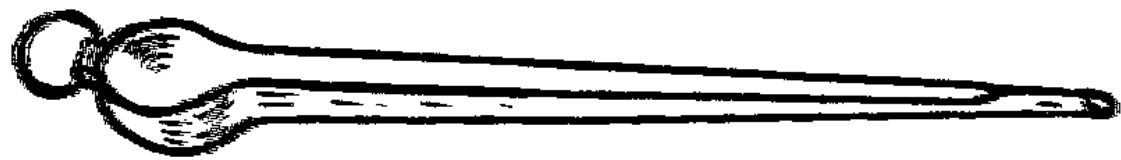
Le premier jour voyait d'abord l'installation du cuvier que l'on appelait aussi la jalle. Plus ou moins large selon l'importance de la maison, il était hissé sur deux tréteaux à un mètre du sol environ. Un peu plus bas, pour faciliter l'écoulement de la lessive, un chaudron était posé sur un trépied de fer ou pendu à la crémaillère. Au cuvier était adaptée une cannelle et, pour faire couler l'eau de lessive (le « lessu ») dans le chaudron, on fixait

---

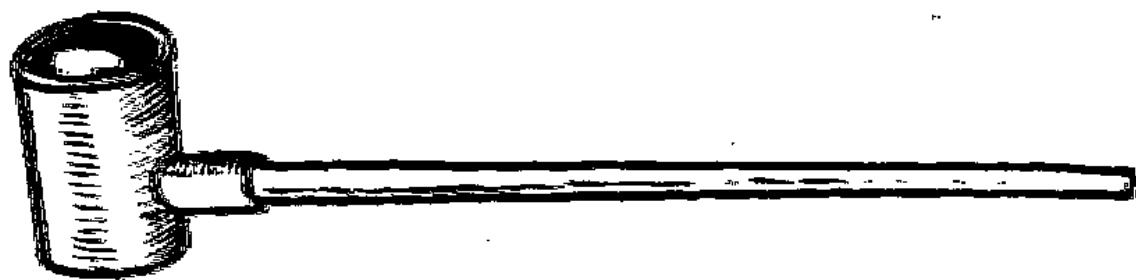
(1) Cette étude sur nos coutumes locales est due au regretté M. Edouard Valin, décédé en 1954. Nous l'insérons en hommage à sa mémoire. Plusieurs vendômois, dont M. Marcel Guiard, gardien du musée, nous ont aidés à la compléter en faisant appel à leurs souvenirs d'enfance. Nous les remercions cordialement.



*l'arche de buée.*



*le "tiau"*



*le vide-buée*



*le cuvier*

*le chaudron*

à la cannelle le « tiau » qui faisait communiquer les deux récipients. Le tiau (altération évidente du mot « tuyau ») était une rigole de zinc d'environ 1 mètre de longueur. L'extrémité destinée à être fixée à la cannelle du cuvier avait la forme d'une cupule d'environ 8 cm. de diamètre et était muni d'un petit crochet de fixation ou de deux trous où l'on passait une ficelle. Le trou allait en s'amenuisant et l'extrémité posée sur le bord du chaudron ne mesurait guère que quelques centimètres de diamètre, les deux bords étant réunis en forme de bec.

Tout étant ainsi disposé, il restait à garnir le cuvier, ou jalle. Avant tout on avait soin de placer à l'intérieur en face de l'orifice de la cannelle et suivant une certaine inclinaison, un « soret ». Parfois ce soret n'était qu'un fragment d'assiette. Chez d'autres il était fait d'un morceau de planchette rectangulaire d'environ 0 m. 25 sur 0 m. 15. Deux encoches en forme de V renversé étaient pratiquées dans le sens de la longueur. Enfin certains employaient simplement une mâchoire inférieure de porc dont la partie la plus écartée était appuyée sur le fond de la jalle. Comme il est aisé de le deviner, le « soret » était destiné à arrêter tout ce qui eût pu obstruer la cannelle.

On déposait alors dans le fond de la jalle environ trois « seillées » de cendre de bois bien criblée contenue dans un sac de toile à la trame très serrée. Puis on disposait au-dessus les « arches », lames de bois de châtaignier de 8 cm. de large, courbées en demi-cercle et enjambant le sac de cendre.

Par-dessus les « arches » on posait ensuite le « charrier ». Ce n'était qu'un vieux drap destiné comme les arches elles-mêmes à préserver le linge du contact de la cendre mouillée. C'est alors seulement qu'on disposait le linge dans le cuvier ou jalle. A vrai dire il avait déjà subi un lavage sommaire, opération qu'on appelait « échanger » locution fautive pour « essanger » (*ex-saniare* : débarrasser de la malpropreté). Il convient de noter aussi que pour la grande lessive, l'armoire à linge était toujours vidée dans sa totalité et, que son contenu ait servi ou non, il était relessivé. Après cela on pouvait posséder du linge bien blanc : nos grand-mères étaient soigneuses. Ainsi se terminait la première journée.



Le lendemain avait lieu le chauffage de la lessive. Du matin au soir, soit pendant huit à neuf heures, la laveuse s'y employait. Elle versait l'eau dans le chaudron (généralement de l'eau de pluie soigneusement recueillie sous toutes les gouttières), elle y jetait des cristaux de soude et elle activait le feu. Lorsque l'eau était chaude à point, c'est-à-dire presque à ébullition, elle la puisait et la versait sur le linge. L'eau le pénétrait, descendait au fond du cuvier, passait par la cannelle préalablement ouverte et par le « tiau » retournait au chaudron. Et ainsi de suite jusqu'au soir, du chaudron au cuvier et du cuvier au chaudron, la « buée coulait » ! Pour faire ce travail certaines se servaient d'une casserole ou d'un pot en terre, mais l'outil le plus commode était le « vide-buée ». Le vide-buée était un récipient cylindrique en zinc ou en fer-blanc d'une contenance d'environ quatre litres. Au milieu de sa hauteur était fixée une douille dans laquelle on adaptait un manche qui pouvait mesurer plus d'un mètre : la laveuse par ce moyen arrosait le linge sans s'échauder. Elle n'évitait pas pour autant de répandre du « lessu » autour de son cuvier et de son chaudron, et ses sabots de bois pataugeaient dans ce « pigras ».

La journée s'avancant la « buée » est bien chaude. Un nuage de vapeur s'élève et se mêle à la fumée du foyer constamment entretenu avec du bois pas toujours très sec. La laveuse prend alors quelques grands sacs qu'elle dispose sur le cuvier afin que la vapeur reste dans le linge et que tout garde sa température pour le lendemain matin. Il ne reste plus qu'à « casser le cou » à la lessive, ce qui consiste à retirer du foyer les tisons et les plus grosses braises, les sortir à l'écart et verser de l'eau dessus jusqu'à l'extinction. Ainsi la laveuse termine sa deuxième journée les yeux rougis et congestionnés, certainement aussi très fatiguée.

La troisième journée ne sera pas moins pénible. Il faudra du renfort pour tout rincer. Ce n'est plus une mais trois laveuses qui se mettront à la tâche. Elles se rendront au Loir, si c'est l'été, mais l'hiver elles choisiront de préférence quelque fontaine aux eaux plus tièdes. Dans la campagne environnante, à défaut de cours d'eau, elles iront tout simplement à la fosse. On accède à l'eau par un plan incliné jusqu'à un petit plan-

cher souvent fragile maintenu par des piquets ou par quelques fagots. Cela s'appelle un « arrivoué » ou arri-voir. En certains endroits le lavoir est protégé du vent et de la pluie par un appentis parfois curieusement charpenté et l'on en trouve encore quelques-uns, fort pittoresques, sur les bras du Loir qui traverse Vendôme.

Les laveuses entrent en action et elles ne chôment pas. Et de frotter le linge, de le triturer, de le tordre et détordre, de le ramasser en boule, de le frapper à grand coups de battoir, pendant que les langues vont aussi leur train et que de joyeuses exclamations s'élèvent et dominant tout ce bruit. Pourtant ce travail fait à genoux durant de longues heures est très fatigant. La laveuse est à genoux dans sa « boîte à laver », la poitrine appuyée sur la partie antérieure munie d'un coussin ou d'un sac replié, position fort inconfortable qu'aggrave encore le fait d'avoir le visage constamment penché au-dessus de l'eau. Mais elle est robuste et courageuse et vient à bout de sa tâche :

La lessive terminée, il ne reste plus qu'à la faire sécher et bientôt les fils tendus sur des piquets, les haies, les buissons ou même l'herbe de la prairie offriront le linge blanc au grand soleil de l'été.

Si l'on veut maintenant avoir une idée de ce que gagnaient les laveuses pour un tel travail, voici ce que nous a dit l'une d'elles actuellement octogénaire : « Quand j'ai débuté je gagnais deux sous et demi de l'heure et je devais me nourrir, ce qui n'était pas compliqué car mon repas de midi se composait souvent d'un morceau de pain et d'un « bout de sucre ». C'était avant 1900. Plus tard je suis arrivée à gagner vingt-cinq sous par jour et nourrie. Petit à petit, j'obtins chez des particuliers quarante sous non nourrie. Une blanchisseuse qui m'employa ensuite me donnait trente-cinq sous avec le café le matin et à midi, ce qui était important à cette époque. Je lui demandai un jour cinq sous de plus : elle entra dans une violente colère, et plutôt que de me les remettre, elle me les jeta ! ». Une autre laveuse, veuve et mère de neuf enfants quitta la campagne pour venir habiter Vendôme, au début du siècle. Elle gagnait vingt-cinq sous par jour !

C'était, dit-on, la « belle époque ». Par pour tout le monde, on le voit.



# *De Saint Domingue...* *...au Vendômois*

---

*Les mésaventures coloniales de Claude-François de Borthon de l'Etang, substitut du procureur général au Conseil Supérieur du Cap François, mort à Sargé-sur-Braye, le 3 Floréal an III.*

---

*J. ARNOULD, Instituteur*

Le 22 avril 1795 — 3 floréal an III de la République — deux hommes pénètrent, sur les neuf heures, dans la maison commune de Sargé proche la vieille église Saint-Martin.

L'un est un domestique, Pierre Gouffier, jardinier de son état. L'autre, son maître, Marie-Joseph-François Borthon. Tous deux habitent au Corbin, ci-devant château du Fief-Corbin à quinze cents mètres du pays sur l'ancien chemin d'Epuisay.

Le chirurgien Jean-Baptiste Lecerf les accueille. Officier d'état-civil, il établit devant eux l'acte de décès de « Claude François Borthon de l'Etang, ancien procureur général au Conseil Supérieur du Cap François, île et côte Saint-Domingue, âgé de quatre vingt-trois ans six mois, demeurant à Sens, époux de Françoise Elisabeth Moulineau, créole de Saint-Domingue, mort ce matin à sept heures dans la dite maison de Corbin. »

Ce vieillard, qui, demain, reposera par le plus grand des hasards dans une terre qu'il n'a martelée que quelque temps de sa canne de malade, est le chef de cette famille Borthon de l'Etang laquelle durant une quinzaine d'années lia son nom à celui de notre vieux château. C'est l'aïeul de ce jeune garçon, à l'époque âgé de douze

ans, dont j'ai tenté un jour de vous retracer la carrière d'officier de l'Empire et qui tomba glorieusement à la tête de son bataillon de voltigeurs, le 29 octobre 1813 (1).

De Saint-Domingue... au Vendômois... J'en ai longtemps cherché le chemin. Je serais resté sur ma faim si M. Du Vigneau, conseiller général du canton de Mondoubleau et Mme Du Vigneau que je ne saurai jamais trop remercier ne m'avaient ouvert une fois encore les archives du château des Radrets.

### *ARRIVEE AU CAP FRANÇAIS*

1738 ! Claude-François Borthon débarque au Cap Français, aujourd'hui Cap Haïtien. Quel « transatlantique », attendant les vents favorables, quand ce n'est pas la débâcle des glaces de la Loire ou de la Gironde, l'a amené dans la plus riche de nos colonies ? Ils étaient tellement nombreux ces lourds marchands de Honfleur et du Havre, de Nantes et de Bordeaux surtout ! Combien nous regrettons de ne pas avoir avec le récit de la traversée, les impressions d'un jeune homme parcourant les rues animées du grand port de la côte nord de l'île, partie la plus anciennement française.

Il quitte cette rade où parfois 80 bateaux étaient à l'ancre en même temps. Il se mêle à la foule qui, rue du marché des Blancs achète les marchandises de France. Il coudoie les orgueilleux planteurs, les ambitieux petits blancs, les innombrables nègres, les jolies mulâtresses aux costumes bariolés. Il déambule rue d'Anjou, rue de Penthhièvre, se recueille à la cathédrale, va au théâtre Parisien, il découvre le Paris de Saint-Domingue.

### *UNE CARRIERE DE MAGISTRAT*

Parisien, il l'est de souche: Fils de maître Claude Borthon, avocat au Parlement de Paris, il y est né, paroisse Saint-Etienne du Mont, le 15 novembre 1711.

Il a 27 ans. Le voici conseiller du Roy, procureur au Conseil Supérieur du Cap Français. Ce Conseil Supérieur en plus de ses attributions judiciaires, avec celui

---

(1) Voir Bulletins de 1956 et 1957 : *Le Chevalier de Borthon, officier de la Grande Armée.*

du Port-au-Prince, enregistre les édits royaux et les règlements des administrateurs de l'île. Réunis, les deux conseils constituent l'assemblée coloniale pour le consentement de l'impôt.

Le 4 juillet 1739, Charles Brunier de Larnage, gouverneur, et l'intendant Maillart signent sa nomination par intérim de procureur du Roy à la fois au siège royal du Cap et à l'Amirauté de cette même ville.

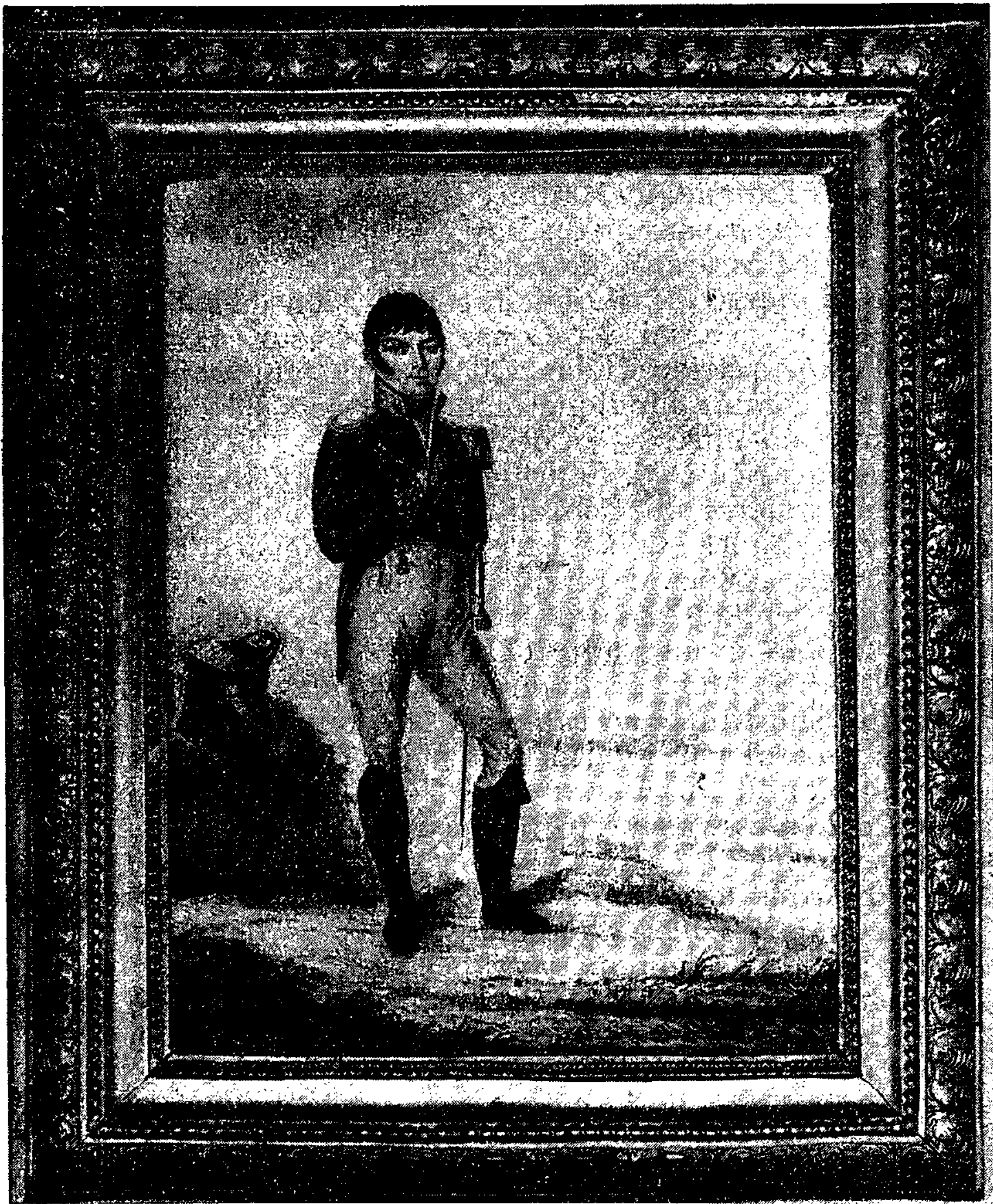
Le 16 mars 1741, il obtient commission de substitut du procureur général au Conseil Supérieur. Le voilà le pied dans l'étrier. Hélas ! il ne sera jamais procureur général comme l'indique à tort son acte de décès.

Vingt ans après — en décembre 1760 — la copie d'une lettre adressée à M. Fournier de la Chapelle, alors procureur général au Conseil Supérieur, nous éclaire sur les vicissitudes de sa carrière de magistrat : Devenu substitut, « j'en ai rempli les fonctions, écrit-il, avec M. Hirel pendant environ trois ans ». Ce monsieur ayant été appelé à une autre charge « je devins premier substitut ». Mais profitant d'un voyage à Léogane, le second substitut « en rapporta la commission de Procureur général par intérim ; la place était bien remplie ; on applaudit au choix ; mais j'étais son ancien et par une délicatesse peut-être mal entendue, j'ai discontinué mon service. »

Admirons les précautions épistolaires de M. de Borthon. Mais la colère a été mauvaise conseillère et il n'est plus temps de vouloir rattraper une décision hâtive et maladroite, d'implorer « la bienfaisance naturelle » du Procureur général « pour obtenir, par sa recommandation une place qui est à donner » !

Ce n'est pas la première fois — ce ne sera pas la dernière — que M. Borthon sollicite. Il agit, s'agite et fait intervenir tous ses amis depuis des années pour toutes les places de judicature vacantes, même les plus humbles. Plus tard, en France, il courra les bureaux, battra le pavé de Paris, approchera la cour. Son ancien voisin et ami des mauvais jours, le négociant Bellanger, du Cap lui écrira le 24 avril 1767 : « Suivant le récit que l'on me fait de la cour, je crois que vous ferez bien de lasser ceux qui l'occupent par vos importunités et suivre à cet égard l'Ecriture qui dit : « Ne vous lassez point de frapper et l'on vous ouvrira... »





*Photo DAMOYE - Vendôme*

**Le Chevalier Pierre-François de BORTHON**

Chef de Bataillon au 12<sup>e</sup> Léger

Le portrait du Chevalier de Borthon et de sa sœur, petits-enfants de Claude-François, se trouve au château du Fief-Corbin à Sargé. Nous remercions sincèrement M. Du Vigneau, qui nous a permis de les reproduire ici.

On ne lui a pas encore ouvert, à la Révolution, alors qu'à 80 ans, il tente toujours de se pousser. Il est parti sur un coup de tête. On veut bien de temps à autre lui tirer le chapeau et saluer ses mérites, mais à Saint-Domingue comme à Paris l'administration, qui a bonne mémoire, le laissera salle des pas perdus.

### *LE MARIAGE CREOLE*

Entre temps, il s'est marié, le 22 février 1740. Contrat de mariage et extrait du registre paroissial nous documentent minutieusement.

Lui, nous est connu. Il est alors procureur du Roy au Cap et il y demeure paroisse Notre-Dame.

Elle, Françoise-Elisabeth Moulineau est une jeune créole de 23 ans. Fille de planteurs, née dans la région du Cap, elle habite au Limbé, à six lieues du grand port, sur les terres de l'habitation héritée de ses parents en 1737.

Déçu dans ses ambitions, mais dans le moment même nanti par son mariage de terres qu'il songe de suite à arrondir, M. Borthon abandonne la magistrature d'un cœur léger. N'est-il pas capable de vivre comme tant d'autres blancs du revenu que lui feront ses nègres ?

« Qui ne fait châteaux en Espagne ? » et même à Saint-Domingue, pays du sucre, de cet or blanc qui fit la fortune de ses « cultivateurs » au XVIII<sup>e</sup> siècle et celle des négociants et armateurs du Havre à Honfleur, à Nantes, à Bordeaux et à Marseille même. La colonie absorbait à elle seule le quart du commerce extérieur français. N'y aurait-il pas là, sinon une justification, du moins une explication de la politique qualifiée de désastreuse du cabinet de Versailles sacrifiant l'immense mais froid Canada et ne cédant jamais dès qu'il s'agit de la Martinique et de la Guadeloupe et surtout de Saint-Domingue ?

### *UN PLANTEUR MALCHANCEUX*

Franchissons le temps et Claude-François Borthon, planteur, va nous donner le résultat de dix-sept ans d'efforts, bilan qu'il expose à ce monsieur de la Chapelle que nous l'avons entendu solliciter tout à l'heure.



« Etant procureur du Roy, j'épousai une demoiselle dont la fortune consistait dans 62 carreaux de terre dont 50 en plat pays et 38 têtes de nègres. Je n'attendais pas la félicité de mon mariage de la fortune. Je n'avais cherché que de quoi travailler : j'étais content de l'avoir trouvé. Je ne connaissais pas le pays. Après mon mariage, j'ai acquis des terres attenant l'habitation de ma femme ce qui forme un bien aujourd'hui de 180 carreaux.

En 1743, j'ai établi en sucrerie ; sortant de cet établissement, la guerre s'est déclarée ; la non-valeur des sucres bruts me détermina à établir une raffinerie. Près d'être finie, mon étuve est tombée... Je fus affligé dans le même temps d'une perte considérable d'animaux occasionnée, ainsi que la chute de mon étuve, par 66 jours de pluie continuelle en 1745, après laquelle il y eut une espèce de chenille qui fit périr presque tous les animaux ; ces différens événemens ne me permirent pas de faire honneur aux engagements que j'avais été obligé de contracter pour mes établissemens. Peu accoutumé à devoir, au désespoir de n'avoir pu faire honneur à mes engagements, je croignis d'en contracter de nouveaux ; seconde faute en raison de mon peu de connaissance du pays ; d'un autre côté, ma femme, qui ne respirait depuis longtemps que la France, décidée d'y passer ; pressé d'ailleurs d'y envoyer mes enfans pour leur éducation ; ma santé se fit fort languissante. Je me déterminai à faire une société avec un homme qui avait des nègres et des bestiaux, ce qui me manquait et je lui laissai la gestion me proposant de passer aussi en France. Jamais confiance ne fut plus mal placée. Cet homme qui avait tous les moyens de travailler, loin de le faire utilement, à de faux travaux, a tué les animaux et n'a point fait de revenu. J'ai été obligé de résilier la société et de lui faire un pont d'or pour éviter des discussions infinies ; j'ai fait une autre société avec un de mes voisins dont l'habitation est lisière à la mienne : cette seconde n'a pas été plus avantageuse. J'ai encore été obligé de la résilier. Ma santé s'étant rétablie, je me suis déterminé à reprendre la conduite de mon habitation et à me sacrifier à son établissement. J'avais lieu de tout espérer de mes travaux ; les denrées avaient de la valeur ; il venait des

nègres ; je comtais remplacer en peu une ferme de nègres avec le secours de laquelle je faisais quelques revenus mais la guerre survenue a détruit encore toutes mes espérances... »

Ainsi, dans cette île où s'établirent de grosses fortunes, l'expérience de M. Borthon est un échec. Les calamités agricoles se succèdent ; deux guerres entravent un développement possible. Mais surtout son manque de connaissance des habitudes de l'île cause sa ruine. Les créoles ne vivaient que du crédit offert par le commerce qui fournissait les sommes nécessaires à la bonne marche des exploitations. A la longue et surtout dans les périodes difficiles ce crédit est une trop lourde chaîne. Les commissionnaires des ports ont la partie belle avec les planteurs qui ne peuvent se passer d'un luxe outrancier et dépensent sans compter. Saint-Domingue en pleine guerre maritime est menacée ; la plantation Borthon l'est plus particulièrement par une meute de créanciers bien plus ardente et plus âpre que l'Anglais. Le double d'une lettre adressée à un de ses prêteurs en novembre 1760 nous donne les raisons qui ont amené M. Borthon à une décision extrême.

« Sur la proposition qui m'a été faite le mois passé de vendre mon habitation, j'ai demandé quelques jours de réflexion ; j'ai mis mes affaires à découvert et par l'état de mes dettes, j'ai trouvé qu'elles se montaient à 260.000 livres. Considérant ensuite que tous mes bâtiments avaient besoin de réparations tant dans les maçonneries que dans les couvertures et que pour acquitter mes dettes, payer annuellement les droits, les frais d'entretien des bâtimens d'exploitation, d'habitation, les mortalités de nègres et d'animaux et la vie de toute une famille, je n'avais que trente nègres à la place sans espérance d'augmentation dans l'état où sont aujourd'hui les affaires ici ; il ne m'a pas été difficile d'apercevoir que non seulement je ne pouvais remplir tous ces objets mais au contraire que je m'endettais tous les ans et qu'enfin en peu d'années, il ne nous resterait rien ; je me suis déterminé et j'ai donné mes conditions qui après quinze jours de débat ont produit le 7 du courant l'acte par lequel j'ai vendu mon habitation à M. Bonnaud, substitut du procureur général au conseil supérieur du Cap 490.000 livres, savoir 260.000 livres que j'ai déléguées à l'acquit



*Photo DAMOYE - Vendôme*

Anne-Étienne de BORTHON .

de mes dettes, 30.000 livres comptant pour nous établir en France et 10.000 livres de rente au principal de 200.000 livres payables à des termes convenus. Après 22 ans de colonie, cette fortune est médiocre, cependant j'en suis content et m'applaudis d'avoir sacrifié à notre tranquillité et au plaisir de nous liquider. »

### *LE CONTRAT DE VENTE DU « LIMBÉ »*

Nous voici arrivés à la pièce maîtresse des papiers de la famille de Borthon, au contrat de vente du domaine, document de 54 pages, lequel, dominant la suite de notre récit, fera 80 ans durant le tour des tribunaux de Saint-Domingue et de France.

Feuilletons-le et avant d'y trouver matière à plaider, visitons avec l'acheteur, l'exploitation de son ex-collègue au Conseil Supérieur.

« L'habitation » Borthon ressemble à toutes celles de la colonie. C'est un petit village de cases pour le personnel et de bâtiments d'exploitation dressé autour de la demeure du maître. Nous sommes à six lieues du Cap, au Limbé, mais je n'ai pu déterminer d'une façon précise sa position dans la vallée de la rivière de ce nom, non plus que par rapport au bourg, chef-lieu de quartier baptisé lui aussi Limbé.

Selon la coutume, la manufacture de sucre seule est bâtie en dur. Le moulin à sucre reçoit les cannes coupées et les écrase. Il ne semble pas mû par l'eau comme c'est généralement le cas à Saint-Domingue mais par des animaux : chevaux, mulets ou bœufs. Des gouttières et un bassin, le tout garni de plomb, recueillent le vin de cannes.

La sucrerie, bâtiment de 70 pieds sur 24 avec ses diverses chaudières à cuire fait suite au moulin. Puis vient la case à bagasses qui sont résidus de cannes broyées.

Arrêtons-nous à l'étuve. Sa présence indique que l'habitation Borthon ne fournissait pas seulement du sucre « en brut » mais aussi du sucre « terré » une des rares industries permises à Saint-Domingue par les interdicts du système colonial. A la sortie des chaudières les sirops sont versés dans des pots en terre ; au bout d'une vingtaine de jours le contenu est mis dans des sacs, ceux-ci



suspendus aux poutres de l'étuve, la concentration s'opère lentement sous l'influence de la chaleur.

« La case principale à loger blancs » est toute proche. Il n'est pour voir que l'œil du maître. Elle a 60 pieds de long sur 20 de large. Bâtie de bois, couverte en mauvaise paille, divisé en deux grandes chambres et quatre cabinets, son seul luxe est d'avoir « portes et fenêtres garnies de leur serrures ».

Une case à cabrouets, ces petites charrettes à deux roues utilisées pour le transport des cannes, un magasin-cuisine avec four, un mauvais colombier et huit humbles cases à nègres « bouzillées » — c'est-à-dire maçonnées en torchis — et voilà fait le tour des installations.

Les terres consistent, nous l'avons vu, en 180 carreaux soit sensiblement 233 heciares : les deux tiers sont en plat pays ; le reste, situé « dans les mornes » — les montagnes — est couvert de « bois debout » et de « savanes », c'est-à-dire de prairies naturelles.

M. Borthon a planté en cannes, « la seule vraie richesse de ce pays » et à peu près abandonné la culture de l'indigo pratiquée par la famille Moulineau. Mais le quart seulement des terres est planté et généralement « en vieux rejets ». L'exploitation manque de forces pour sa mise en valeur. Le cheptel semble encore important : 21 cavalles, 9 chevaux, 27 mulets et mules, 19 bêtes à cornes mais « nègres, négresses et négrillons » qui font la valeur d'une habitation au XVIII<sup>e</sup> siècle sont en trop petit nombre.

Voici Cézard, commandeur, âgé d'environ 50 ans, estimé 2.600 livres ; Scipion, sucrier et raffineur ; Conda, maître cabrouettier, né à la colonie ; Germain, sucrier...

Voici Castor, sucrier et tonnellerie, 35 ans, 3.000 livres. Voici Méreuse, chauffeur et valet de tonnellerie ; l'Africain, cabrouettier ; Petit Louis, gardien d'animaux ; Valentin, gardien de barrière ; Laurent, maître moulinier ; Pierrot Blanc, nègre de place... Ils sont 22, créols ou d'Afrique, de toutes les nations : bambara, ado, nago, congo, de tous les âges, de quinze à soixante ans. Mais beaucoup sont infirmes, ou usés, ou malades.

On ne peut lire sans émotion ce sec inventaire de tabellion surtout quand on voit énumérer les négrillons, de neuf et de quatre ans, de six mois et de quinze jours,

déjà administrativement séparés de leurs mères puisque paraissant en un tableau spécial.

Quatorze négresses, toutes « négresses de place », la cuisinière Louison et Carassole la blanchisseuse exceptées, terminent la revue du personnel si l'on peut employer ce terme pour des gens marqués — « étampés » dit le texte — au nom de « Borthon-Cap ».

Et on ne peut que souhaiter bonne chance à Noël Congo, valet de cabrouet, qui, à 22 ans, a depuis un mois choisi la liberté et s'est réfugié dans les mornes de l'intérieur. Sans doute ne se fait-on nulle illusion sur son destin puisqu'il n'est ajouté que pour mémoire et « sans augmentation de prix » s'il est rejoint à l'énumération des siens.

La vente produit 490.000 livres argent de Saint-Domingue, 326.667 livres, argent de France. Les habitations des grands blancs valent alors un, deux, quatre millions. Cela situe notre vendeur. Venu de la magistrature, il se pousse comme ses pairs afin d'entrer dans la caste des grands féodaux terriens mais la fortune ne lui a pas suffisamment souri.

Les clauses de paiement sont détaillées avec minutie. On y sent une prudente méfiance qui ne laisse rien au hasard. Nous en avons eu l'essentiel dans la lettre à son créancier Le Normand. Disons seulement que le paiement définitif nous paraît bien lointain, dix ans ! Et comme une clause expresse suspend les paiements en capitaux durant les guerres, que les délais ne commenceront à courir que du jour de la ratification de Mme Borthon, que cette ratification ne sera due au plus tard qu'un an après la proclamation de la paix qui suivra la guerre alors en cours, nous commençons à entrevoir quelque difficulté à un règlement sans histoire.

### *QUERELLES CONJUGALES*

Le 28 décembre 1760, le navire « le Diadème » sort du Cap emportant les ordres de M. Borthon. Celui-ci charge la maison Duchemin-Favardière de Nantes « Banque, Armemens et marchandises » de lui servir de boîte aux lettres et de banquier et plus généralement de s'occuper de tous ses intérêts, le plus pressant étant, dit-

il « d'opérer la ratification qui convient et que je demande ».

Admirons le procédé : « Si ma femme se porte de bonne grâce à ratifier... vous aurés agréable de lui faire comter les 2.000 livres de la lettre de change que je vous envoie cy inclus et rien positivement si elle se refuse à la ratification. »

Prévoyant, il ajoute « si ma femme déterminée à rester à Paris, je devais lui assurer pension... j'y consens ». Il sait qu'il faut jeter du lest. Pourrait-il faire autrement ? Certes non. Il a vendu, sans consulter son épouse, et les biens de la communauté et ceux propres à Mme Borthon. Depuis douze ans une séparation de corps facilement acceptée de part et d'autre existe en fait. Mme Borthon se plaindra dans une supplique au duc de Choiseul, ministre et secrétaire d'état à la guerre et à la marine de n'avoir reçu en 15 ans que 4.900 livres ce qui écrit-elle « la réduisit longtemps à la plus extrême indigence ». Sans excuser le mari et pour vous tranquilliser disons qu'elle déclare dans la transaction de 1765 établie entre les époux, avoir par des emprunts, fait dans ce temps quelques 56.000 livres de dettes. On pense tout de suite à cette autre créole qui bien souvent par ses dépenses exagérées provoqua la colère d'un Empereur.

Concluons que, besogneux et peu bienveillant, M. Borthon négligea sa famille, ce qui amena sa femme à lui retourner ses deux fils, ne gardant auprès d'elle que sa fille, ceci au moins trois ou quatre ans avant la date fatale de 1760.

L'heure des explication étant arrivée, voici ce qu'écrit de Paris, le 23 septembre 1761 l'épouse délaissée ; c'est d'ailleurs la seule lettre que nous ayons d'elle.

« Sans entrer dans aucun détail, monsieur et sans répondre à aucune de vos lettres, je vous diray tout naturellement qu'avant de me décider sur la proposition que vous me faites et qui est de la dernière conséquence, je cherche à suivre des conseils, sages, éclairés. Le pas est trop glissant pour n'y pas mettre toute l'attention nécessaire attendu que ma fortune, celle de mes enfants et j'ose dire la vôtre en dépend. Tous ceux que j'ay écouté jusqu'aujourd'huy tendent à une séparation de biens entre nous ce qui ne m'empêcherait pas de faire moy-mesme la vente de ce qui m'appartient au sieur Bonnaud

à condition toutefois que j'en percevrais les fonds et revenus sur mes propres et simples quittances sans aucune prétention ni contradiction de votre part. Voilà je vous avoue les conseils que l'on me donne aujourd'hui. Je veux toutefois sans humeur et malgré tout sujet de plainte que je peux avoir contre vous par l'oubli que vous avez fait de votre femme depuis 12 ans ne rien faire qu'après avoir consulté les plus célèbres avocats ; pour lors je vous enverrai leur décision et leur signature et me conformerai exactement à leur volonté. Voilà, je crois vous parler sans humeur et vous jugerez qui de nous deux aura raison. Mon seul but est d'avoir de quoy vivre, moy, mes enfans et malgré votre peu d'économie pouvoir vous être utile à l'avenir. C'est avec ces sentimens, monsieur, que votre femme peut se dire votre obéissante servante. »

M. Borthon se récrie : « ma conduite, ma façon de travailler dans cette affaire et mes sentimens connus m'exemptent de tout soupçon de la part des honnêtes gens... N'écoutez point de mauvais conseils. Dégagez-vous de tous préjugés, d'humeur, de tout esprit de vengeance même ; c'est petitesse... Il n'y a pas un moment à perdre puisque l'acquéreur pourrait se dégoûter... »

A Paris, comme au Cap, on est au moins d'accord sur ce dernier point. Chaque bateau allant ou venant apporte lettres et mémoires qui s'entassent dans les secrétaires.

Mais Mme Borthon « entêtée au delà de l'imagination » écrit la maison Duchemin de Nantes, tient ferme. Séparation de biens d'abord, ratification de vente ensuite. Et les avocats d'agiter leurs manches et de clamer « Arrachons à la misère une mère respectable et trois enfans dignes d'un meilleur sort et en offrant au père lui-même, une planche dans le naufrage »...

M. Borthon, vous vous en doutez, ne songe qu'à faire ratifier sa vente. Pour mettre sa femme « au pié du mur » il lui délègue son aîné, Marie-François. Le futur seigneur du Fief-Corbin, ambassadeur extraordinaire à 21 ans se trouve lancé bien malgré lui dans une épineuse aventure. Fort satisfait de n'avoir eu dans son premier contact avec les Anglais que son chapeau troué d'une balle, il ne se soucie guère d'aborder sa terrible mère.



Ses lettres témoignent de son embarras et de son impuissance « à la ramener à la raison ».

Et l'acheteur, M. Bonnaud ? Se dégoûte-t-il comme on le craint ? C'est selon. Magistrat de profession, il chicane. Et d'abord, il profite de cette ratification en suspens pour se refuser à tout paiement. Il laisse entendre qu'il pourrait résilier et dans le même temps détruit la sucrerie pour en rebâtir une autre sur le propre de Mme Borthon. Aurait-elle secrètement ratifié ? L'émoi n'est pas apaisé que notre acquéreur arrête ses travaux, démolit, vend les nègres. C'est au tour des conseils de Mme Borthon de trembler. Que serait un retour sur une terre nue, donc sans valeur à Saint-Domingue où les bras des nègres sont la seule richesse si une résiliation intervenait ? Enfin, cessant de louvoyer, M. Bonnaud débarque à Paris, exige la ratification. Mme Borthon se dérobe, la procédure de séparation traînant en longueur. Et l'on plaide. Et les sentences ne sont pas plus tôt rendues qu'on y met opposition.

Finalement, le bon sens de quelques-uns, l'essoufflement des autres, la nécessité pour tous font la loi. La Paix est revenue : sa publication dans la colonie porte la date du 20 juin 1763. La ratification de la vente intervient le 7 février 1764. Il était temps.

Une transaction entre les époux suit, le 12 juillet 1764, l'ordonnance de séparation du 3 juillet. M. Borthon se contente d'une pension alimentaire que l'acheteur lui servira tant qu'il ne se sera pas acquitté, le relais étant assuré pour le futur par Mme Borthon chargée de réinvestir le produit de la vente.

### *HISTOIRE D'UNE CANNE A POMME D'OR*

Voici semble-t-il une situation claire. Ayant sauvé ce qui pouvait l'être, M. Borthon tel un capitaine de navire va quitter son bord le dernier et pour ce qui le concerne gagner la France.

Avant de l'y suivre, amusons-nous un instant d'un incident qui tout en mettant un terme à la collaboration de la maison Duchemin de Nantes et de notre ex-plan-teur, nous éclaire sur le caractère de notre héros.

L'affaire commence le 28 juillet 1763 : « La goutte me réduit à ne pouvoir marcher sans le secours d'une can-

ne ; comme c'est un meuble pour moi de nécessité pour le reste de ma vie je souhaite en avoir une bien conditionnée. Faites-moi le plaisir de m'en faire venir une de Paris à pomme d'or du prix de 300 livres argent de France. Quelques pistoles de plus ne doivent pas arrêter pour l'avoir de satisfaction ; je vous prie de la demander à côte de melon simplement, mais que la pomme soit belle, de bonne assiette et des plus fortes que l'on fasse ; il faut que la canne soit de 3 pieds 8 pouces de hauteur et plutôt quelque chose de plus que de moins. Faites-y joindre, s'il vous plaît, six bout de rechange et autant de cordons de soie de grenade noire... »

On sourit quand on lit ce qu'écrivait M. Borthon parlant de son aîné au même M. Duchemin : « Agréez, monsieur, que je vous recommande toujours mon fils ; il est créol, de là enclin à la dépense ; c'est ce que je n'entends point... » .Le bonhomme La Fontaine en a écrit une fort jolie fable.

Les négociants de Nantes se hâtent lentement. Un passager, retour de France, se charge du précieux objet qui a coûté très exactement 255 livres 7 sols.

En avril 1764, le navire le Conflans, emporte ce billet vengeur : « Je profite de l'occasion de monsieur le Mesle pour vous faire passer le jonc que j'ai reçu ; vous serez à même de juger que ceux à qui vous vous êtes rapporté vous ont mal servi et trompé et vous en ferés tout ce qu'il vous plaira. Pour moi, j'estime qu'il pourrait convenir à quelque Bas-Breton... »

Nantes est « mortifié »... « vous devez savoir par le longtemps que nous sommes privés du commerce de l'Inde ; ce qu'il en est de cet article, c'est qu'on ne le paye que suivant le caprice, comme nous vous attribuions une autre façon de penser, que c'était par besoin et non d'autre motif qui vous engageait à nous donner cette commission, nous nous sommes attachés au solide pourquoy nous ne nous serions jamais attendus aux reproches que vous nous faites et que nous éviterons par la suite en n'acceptant point pareille commission... »

C'en est trop et notre bouillant colon clôt la discussion le 10 août 1764 : « mes affaires vous sont à charge. Dans l'usage de ne l'être jamais à personne..., j'envoie à une personne de votre ville un pouvoir pour vous débar-rasser... »

## LE RETOUR EN FRANCE

M. Borthon, avec ou sans canne, s'embarque pour la France fin juin 1765. Mme Borthon est à Paris depuis 1749 avec sa fille Jeanne-Françoise maintenant âgée de 20 ans. Marie-François, sa mission de conciliateur devenue sans objet cherche sa voie : malgré les conseils et les gronderies de son père, faire son droit ne le tente guère, et il ne rentre qu'à pas comptés dans la carrière ! Seul, le cadet n'aura pas le bonheur de retrouver les siens. Embarqué le 26 septembre 1763 sur l'ordre de son père désireux de faire de plus en plus pression sur sa femme, son navire se perd presque corps et biens devant Brest. Peut-être cette mort a-t-elle adouci les cœurs un instant ? On voudrait le penser mais M. Borthon jusqu'à ses dernières années aura peu de rapports avec ses enfants et naturellement ignorera sa femme.

De 1765 à 1769, la correspondance qu'il échange avec Mathieu Bellanger, négociant au Cap, son ancien voisin et ami, chargé de ses intérêts après l'avoir hébergé depuis la vente du Limbé, va nous aider à le suivre dans sa nouvelle installation.

Tout colon, passant en France se fait le commissionnaire de ses amis et des amis de ceux-ci. M. Borthon ne fait pas exception. Intrigues à la cour, démarches dans les bureaux, recouvrements de créances, renseignements, notre voyageur se charge de tout, les poches bourrées de recommandations et de procurations. Et pour lui-même, il n'a pas renoncé à retrouver « de l'emploi » à Saint-Domingue. Bellanger le seconde de son mieux et fournit autant qu'il peut le nerf de la guerre, par amitié d'abord, par intérêt aussi puisqu'il écrit : « Enfin, mon cher voisin, voyez, visez et obtenez quelque chose pour moi ».

Mais déjà l'argent manque et dès 1767, M. Borthon se retire à Sens : « Je vous ai démontré l'impossibilité où j'ai été faute de fonds de solliciter quelque chose : la même raison m'a fait prendre le parti de ne pas rester à Paris où la dépense aurait été à tous égards plus forte que mes moyens ; je me suis donc retiré en Province jusqu'à ce que vous me mettiez en état de suivre la cour ou plutôt le bureau pour solliciter et obtenir quelque

chose qui me fasse vous rejoindre ; je soupire après d'autant mieux que la France ne convient en aucune façon à ma santé : le froid m'est insupportable ; la goutte faute de transpiration me tracasse continuellement ; je ne suis pas un jour sans quelque douleur du plus au moins ; cet état en vérité n'est pas soutenable... »

M. Bonnaud ne tiendrait-il pas ses engagements ? Il semble établi que les paiements furent faits — plutôt mal que bien — jusqu'en 1767. Mais, écrit Bellanger « Votre débiteur est trop gêné et son crédit n'est point assez bien établi pour que vous puissiez vous flatter de toucher exactement en France votre pension ».

Pillons une lettre du Cap du 11 décembre 1768 pour juger la situation. « M. Bonnaud a été assigné le 15 du passé pour raison de votre pension. Plus nous avançons, plus je regrette l'instant fatal où vous avez fait affaire avec lui. Depuis qu'il n'est plus du conseil, il n'est de moyen qu'il n'emploie pour se disculper de payer... Il est réduit à être vis-à-vis d'un raffineur qu'on dit être bon ouvrier. Cependant les revenus ne se font point, du moins ils disparaissent au feu des créanciers... Les intérêts de vos enfants exigent que l'on évince l'acquéreur de leur bien ou que l'on le force à en acquitter les charges et ce le plus promptement possible vu qu'il y a péril en la demeure. La succession de ses père et mère s'en allant en berouet d'endouille puisque de 45.000 livres qu'elle avait de rentes en maisons, elle n'en possède pas 12.000 et cependant les héritiers font des dépenses considérables en France. »

Evincer l'acquéreur ! M. Borthon y a songé puisqu'il parle d'accompagner sa fille à Saint-Domingue lorsque celle-ci se marie à Paris en 1768. Son gendre, né dans l'île, semble prêt à reprendre le domaine. Mais la jeune madame Dupin meurt la même année. L'occasion est manquée ; encore est-il permis de se demander jusqu'à quel point une reprise était possible.

### *ROSALIE, LA FIDELE NEGRESSE*

1769 voit mourir le bon Bellanger ; l'acquéreur Bonnaud, le suit à quelques jours. Elles sont certes moroses les pensées de M. Borthon. Malade, vieilli, seul, sans espoir d'une charge, avec peu d'argent, la vie ne lui est

pas légère. Sa pensée doit se reporter souvent vers l'île qui le vit débarquer jeune et confiant en ses talents, vers ce port où il se réembarqua seul et vaincu par le sort. Pas tout à fait seul cependant et il est temps de parler de ces mains brunes qui ont salué son départ, de ces bons yeux de chien fidèle qui à travers le brouillard des larmes ont vu s'estomper les hautes voiles du navire en partance.

Ne nous étonnons pas. Le préjugé de races est artificiellement né des règlements de Louis XIV, ce qui n'a jamais empêché les colons de distinguer parmi leurs esclaves noires celles aux hanches souples, au cœur fidèle ; Ce qui n'a pas empêché le marquis de la Pailletterie de nous donner ce gros mulâtre qui s'appela Dumas comme sa mère et le général Dumas dans l'histoire de la Révolution Française ; ce qui n'empêche par M. Borthon d'emmener dans sa case cette Rosalie, esclave noire, qu'il affranchit le 5 février 1762 alors qu'il en a déjà trois enfants.

Admiron la réglementation d'alors. Devant notaire ces trois enfants sont vendus par leur père à leur mère. Devant notaire encore leur mère les affranchit.

« La fidèle négresse » est abandonnée avec quatre enfants en 1765. M. Borthon, en cadeau d'adieu, lui fait donner une servante noire et surtout lui laisse un espoir duquel elle écrit le 4 juillet 1767 : « Je vais sevrer mon dernier duquel vous m'avez laissée grosse. Il est gaillard et éveillé comme un poisson... ». Avec le temps, M. Borthon s'y perd bientôt : « Fais bien mes amitiés à Félicitée — c'est l'aînée et semble-t-il la préférée — et à tous tes enfants dont j'ignore le nombre et même les noms... ». Sans fausse honte, Rosalie lui précise en 1769 : « J'ai eu depuis votre départ, une petite mulâtresse qui peut avoir actuellement environ deux ans ». Et comme abondance de biens nuit parfois elle ajoute l'année suivante : « Je me trouve embarrassée avec un tas d'enfants sur les bras... »

Mais elle ne perd pas la tête et si elle soupire en pensant au très problématique retour de M. Borthon, elle s'organise, arrondit ses biens, travaille ferme pour élever sa nombreuse famille dont elle prend soin : « Tous vos enfants se portent bien. Ils vous remercient de votre souvenir ; ils vous embrassent tous ; vous n'avez pas



besoin de me les recommander ; je les aime tant par rapport à eux que par rapport à vous et j'en aurai tout le soin imaginable. »

La brave négresse, enfin, n'oublie pas que son maître était gourmand : « Je m'étais proposé de vous envoyer des confitures pour vos étrennes mais on m'en a déconseillé vu que les frais auraient trop coûté. Cependant si vous vouliez, je vous en enverrai, elle est bien bonne. »

### *LES ANNÉES GRISES*

Ne nous attardons pas plus longtemps avec ces personnages dignes d'un Bernardin de Saint Pierre et retrouvons à Sens, M. Borthon qui, assis à sa table, noircit des pages à l'intention de ses nouveaux chargés de procuration : Galibert, Mary et Compagnie, négociants au Cap remplacent Bellanger et à Bordeaux, la maison Jacques Montet « reçoit ses fonds et lettres en France, ses chargements de marchandises. »

M. Galibert donne à son tour le 9 septembre 1769 son opinion sur l'état des affaires Borthon-Bonnaud. « Cette succession — rappelons que l'acquéreur est mort — est grevée de beaucoup vis à vis les héritiers mais malgré cela il y aura de quoi payer... Je pense qu'ils ont envie d'en faire acquisition entre eux tous ; alors, je crois que vous n'aurez rien de mieux à faire en les rendant tous solidaires et un d'eux seul pour le tout. Il y a des améliorations desquelles on ne manquera pas de vous faire valoir ; mais aussy il y a des jouissances qui doivent entrer en compensation avec ce qui vous peut être dû ou à Madame d'arrérages si tout au contraire ils voulaient vous la remettre en réglant comme cela doit être. Je crois, sauf votre meilleur avis que vous ne feriez pas mal de la reprendre. Elle est en état de faire du revenu et par succession de tems de l'augmenter si elle est bien administrée. »

Il n'empêche qu'en 1770 il y a deux ans et demi que la pension n'est pas payée. L'exécuteur testamentaire se dérobe. M. Borthon éperonne Galibert, recourt aux gouverneur et intendant. Il le fera si souvent ! Il ne s'illusionne pas trop : « quoique je fasse tout le cas possible des ordres de monsieur le général et de monsieur de Choiseul pour opérer mon paiement, je persiste toujours

à souhaiter une sentence et même un arrêt du conseil, s'il le faut, qui ordonnent que je serai payé, par privilège et préférence à tous créanciers, par le séquestre, de ma pension alimentaire, parce que les ordres de messieurs les Supérieurs sont fort bons tant qu'ils sont en place mais deviennent sans valeur lorsqu'ils sont déplacés... »

Et ce sont des soupirs et des plaintes. Pendant vingt-cinq ans des dizaines de lettres en sont remplies : « Lorsque vous recevrez la présente, il me sera dû près de trois ans de ma pension. — soit 8.503 livres — Jugés, messieurs de l'embarras où je dois être n'ayant que cette ressource aujourd'hui pour vivre. Ce que j'avais emporté avec moi à mon départ de Saint-Domingue et les paiements que m'a fait faire feu mon cher Bellanger m'ont soutenu, mais à présent je suis sans le sou et je dois même — 8 août 1770 — 7 à 800 livres ; je n'aime pas à devoir et je me suis retiré en province pour éviter la dépense : prenés en considération, je vous prie, messieurs, ma position et tirés-moi du chagrin de devoir et de l'embarras où je suis pour vivre par de promptes remises. Feu Bellanger, mon ami de 25 ans, connaissait ma conduite et mes sentiments : malgré son exactitude à me faire payer, il ne pouvait pas toujours l'être aux échéances, aussi dans la crainte de me laisser manquer il avait donné ordre à son correspondant en France de m'avancer à l'occasion... Rendés-moi, messieurs, le même service... »

Pour cette fois, M. Galibert, n'aura pas à chercher des prétextes pour refuser. M. de Choiseul, puis la justice sont intervenus. L'exécuteur testamentaire-gérant du Limbé abandonne une miette, 2.098 livres, transformées en un envoi de café.

Encore un sujet de plaintes, ces envois. Si les négociants ont assis leur fortune au XVIII<sup>e</sup> siècle sur le commerce colonial c'est qu'ils savaient compter et dresser une facture. Nous en avons eu plusieurs entre les mains. Qu'on en juge : en 1772 la maison Galibert embarque 6 barriques de café à valoir sur la pension soit 2.166 L. 10 S. 5 D. La maison Montet de Bordeaux les vend 1.221 L. 6 S. 6 D. dont il revient à M. Borthon, tous frais payés 920 L. 9 S. 6 D. !

M. Galibert meurt le 10 décembre 1772, trois mois



après « le coup de vent de septembre qui a jeté bas tous les bâtiments de la sucrerie du Limbey » après de nouveaux ordres des gouverneur et intendant « qui n'ont fait aucun effet ». Un malheur ne vient jamais seul et 4 boucauts de café ne donnent que quelques jours de patience au malheureux créancier.

En ces années, il déménage, ce qui l'occupe beaucoup. Au printemps de 1771, il décide de quitter Sens « malgré l'avis de son médecin ». « La température de Sens que j'habite est si froide et humide qu'elle ne convient point à mon tempérament, encore moins à la goutte dont je suis fort incommodé ; le bois y est d'ailleurs si cher, le vin, les denrées et tout y est si fort augmenté que je voudrais bien porter ma résidence sous un air plus tempéré et où il ferait moins cher vivre. Rendés-moi le service, messieurs — il s'agit des négociants de Bordeaux — de m'indiquer ou me chercher quelque petite ville dans les environs de Bordeaux s'il est possible où l'air soit passablement bon, la vie aisée et point trop chère et où il y ait un peu de bonne gaité et m'y procurer, s'il vous plaît, quelque connaissance. Je connais Agen de nom seulement. Aiez la bonté de m'informer si cette ville pourrait remplir mes intentions.

Un « bon ami » de la maison Montet s'empresse. « Pain actuellement 3 S. 1 D. la livre, le plus haut que j'ay payé 3 S. 3 D. ; viande de boucherie en veau 16 S. la livre car l'on ne tue que peu de bœuf ; mouton 15 S. ; cochon 12 S. ; poule depuis 30 S. jusqu'à 38 S. ; poulet depuis 18 S. jusqu'à 20 et 22 la paire ; levreau depuis 40 S. jusqu'à 4 livres ; lapreau de 20 à 24 S. ; perdreau depuis 30 jusqu'à 50 S. ; bécasse depuis 4 jusqu'à 6 livres ; pigeon patteu 25 à 30 S. la paire ; fuyard 10 à 12 S. le tout la paire ; ... pour le poisson est sans prix, tantôt haut, tantôt bas ; tant qu'au bois 28 et 30 livres la canne qui est un tonneau de chez vous en bûche ; les fagos 15 livres le 100 ; sarment 7 et 8 S. le faix dans lequel il y a 20 javelles ; charbon 3 et 3 D. 10 S. le quintal ; pour le vin il y en a à tout prix depuis 24 livres jusques à 80 et 90 livres mais de bon. Pour moy, j'en ay auquel je me borne qui me coûte 60 livres. Tant qu'au logement, dès qu'il ne s'agit pas d'une maison montée, ce ne sera pas ce qu'il y aura de plus cher n'y plus difficile à trouver. Sy il ne faut que deux ou trois chambres

garnies cela pourra se trouver. Ainsy, ... voilà le détail le plus circonstancié que je puis vous donner... » et qui ne satisfait pas notre homme trouvant Agen « cher comme Paris ». Il opte pour... Avallon, « à 24 lieues de Sens ». Pour déménager, il faut de l'argent. M. Montet ne voyant rien venir de Saint-Domingue se refuse à desserrer les cordons de sa bourse : « Nous ne vous dissimulerons point qu'ayant cy devant fait plusieurs prêts à des Américains qui n'ont point été exacts à nous rembourser, nous nous sommes imposés la loi de ne plus écarter nos fonds... ». Et voilà, notre Américain victime de ce goût des créoles pour le luxe, luxe que l'on paie avec du crédit, le voilà sans argent avec deux logement sur les bras. Il devait être à Avallon le 1<sup>er</sup> septembre 1771. Il n'y parviendra que le 4 octobre 1772 !

Sa vie y est misérable, Il y reprend le nom de Delétang abandonnant celui de Borthon et vit retiré dans la maison du président au grenier à sel. Les envois de l'île sont rares — en marchandises seulement — et les acomptes de Bordeaux parcimonieux : « Il ne me reste qu'un louis, écrit-il le 23 janvier 1773 — 18 livres le 12 mai alors qu'il a touché entre temps 350 livres. La goutte ne le quitte guère et il est cloué au lit dans un pays où il ne connaît personne. Il prend Avallon en aversion et se retrouve à Sens le 5 juillet 1773 toujours dans son lit. « Je dois au boulanger, au boucher, six mois de fournitures, de plus six mois de loyer. J'ai besoin d'un habit d'hiver. Je suis sans le sou » et Saint-Domingue reste sourd.

C'est la faute de l'ouragan de 1772 voudra-t-on nous faire croire. Il est surtout venu à point pour servir les mauvais payeurs.

Ce n'est que vers 1779 qu'une amélioration est apportée au sort de M. Borthon. MM. de Blanchardon et Bellot, négociants au Cap, alors chargés des affaires des héritiers Bonnaud semblent « payer assez régulièrement », peut-être une petite dizaine de milliers de livres tournois en quatre ans. Ces messieurs se donnent une grande activité. Notre pénitent de Sens leur manifeste sa gratitude... et ses ennuis car avec un arriéré de six à sept ans dit-il « si vous m'avez fait vivre je n'ai pu payer la moindre dette ».

Ce pâle rayon de soleil disparaît vite. Le 5 février 1785

les dits négociants relevés de leurs fonctions et « ne tenant plus les clefs de la caisse » selon leurs propres termes, se disent « obligés comme les autres créanciers d'arracher ce qu'ils pourront. »

### *LES DERNIERS JOURS*

C'est l'heure d'entrée en scène des héritiers d'Alexis Bonnaud. Il y a là l'abbé Bonnaud, grand vicaire de l'archevêque de Lyon et Bonnaud de Maraloy, ancien officier au régiment de la Couronne. Des miettes tombent mais seulement quand le vieux M. Borthon qui n'a rien reçu de deux ans et demi menace de plaider encore et jette « vous dites être pauvre, vous habitez un château. »

Est-ce cette apostrophe qui émeut ? De 1784 à 1789 la pension alimentaire n'a pas été payée. De Maraloy se laisse fléchir un tout petit moment puis meurt en 1791 et tout est à recommencer.

Pour M. Borthon de l'Etang il n'est plus temps de recommencer à plaider, il n'est même plus temps « de se jeter — comme il l'écrit — aux pieds de la Nation et du Roy ». Ils ont bien autre chose à faire qu'à l'écouter.

Ressassant ses ennuis d'ancien propriétaire et ses regrets d'ancien magistrat, il adresse un « mémoire à l'Assemblée nationale pour le bien des Colonies » et essaie de se faire introduire en février 1790 dans le comité des propriétaires dans les colonies françaises du Vent et de dessous le Vent dont la Seronière est le secrétaire.

C'est à notre connaissance le dernier acte d'une vie gâchée et qui vient finir après plus de trente années de grisaille au château du Fief Corbin dans la tempête révolutionnaire, ne laissant après elle qu'un nom et un titre insolites sur un registre d'état-civil au milieu d'humbles laboureurs et tisserands tous ignorants de Saint-Domingue et de ses vaines agitations.

### *HERITIERS BORTHON CONTRE HERITIERS BONNAUD*

Au moins est-il venu mourir chez son fils, ce fils que nous avons laissé à Paris en 1765. Celui-ci partage avec sa mère la plus grosse partie des intérêts dus sur les

200.000 livres à percevoir pour le Limbé. Tous deux ne soit pas mieux traités que M. Borthon et ne reçoivent que quelques acomptes aussi irrégulièrement que lui.

Mais ils ont pouvoir de traiter de nouvelles conditions avec l'acquéreur. En 1770, un avocat du Cap, un certain M. de la Brosse, les engage à rentrer sur leur bien en vertu d'une déclaration du Roy de janvier 1734. Faites déguerpir l'acquéreur défaillant, leur dit-il en substance. Le jugement rendu un acquéreur que j'ai sous la main se substitue à vous dans les remboursements à faire envers la famille Bonnaud. Possesseur de vos droits, il vous paie les intérêts du capital dû et vous donne de la certitude sur le sort de votre principal.

Proposition sans lendemain ; il en est de même d'un arrangement ébauché en 1777. Il n'y a plus qu'à reprendre l'ornière ce que prophétisait M. de la Brosse en ces termes : « nous ne comptons pas plus ici sur une condamnation que sur une promesse et sur une promesse que sur une condamnation, et je regarde que vos pouvoirs n'aboutissent qu'à obtenir condamnation par laquelle les héritiers Bonnaud sont tenus de faire remise du montant de cette condamnation... et après qu'il sera constaté qu'ils n'y auront pas satisfait, à en obtenir d'autres auxquelles ils ne satisferont point encore, et ainsi successivement, tout autant de fois que leur résistance se trouvera constatée... »

En bref, la comédie continue. Les héritiers Bonnaud et leurs hommes d'affaires amusent le gendarme du Roy puis le capitaine de cavalerie que devient Marie-François de Borthon. Sa mère et lui sont à toute époque en proposition d'arrangement. Cependant en 1782, leur chargé de procuration les décide à reprendre les poursuites.

Alors, on fait donner la garde. Les héritiers Bonnaud interviennent en personne dans cette nouvelle guerre de trente ans. Et l'on paie,... un peu, et l'on flatte... beaucoup. « Nous avons fait tout ce que nous avons pu pour nous procurer au défaut des 1.000 écus que vous nous aviez demandé les 1.500 livres dont vous vouliez bien vous contenter en ce moment » (11 mai 1783). — « Nous avons fait ce que nous avons promis, mon cher pays, nous avons écrit à nos représentants pour que votre pension fut payée régulièrement » — 19 décembre 1784 — mais on avoue « ils n'ont pas été exacts. »

L'arrangement n'est cependant jamais si près de réussir. C'est une lettre écrite de Thorigny-sur-Marne par le capitaine de Borthon à sa jeune femme qui en fait foi en 1788 : « Incluses dans celle-ci, ma bonne amie, deux lettres de Bonnaud qui constatent le montant de ma créance et annoncent de leur part le même empressement de prendre des arrangements définitifs avec nous... Cette affaire sera terminée dans le courant de l'année du jour qu'elle sera entamée... »

Cette année n'arrive jamais. Maraloy qui a promis 15.000 livres par an au capitaine de Borthon jusqu'à ce qu'il fut convenu d'un arrangement définitif meurt — nous l'avons dit — dans le temps même où commencent ce que l'histoire appelle les malheurs de Saint-Domingue.

« Vous me demandez des nouvelles de l'habitation des héritiers Bonnaud au Limbé », écrit le 17 frimaire an 3, le citoyen Chaudruc au citoyen Borthon à Sens. « Il y a près de trois ans qu'elle n'existe plus. Elle fut l'une des premières incendiées. La mienne qui était à Marie Baroux ne le fut que six mois après... Puisse l'Etre Suprême venir à votre secours et au mien et nous faire oublier nos infortunes que nous n'avons pas méritées puisqu'elles sont l'effet d'événements plus forts que nous et que nous ne pouvions prévoir... »

Tout espoir est donc perdu ; nous le savons, nous qui retraçons l'histoire. Mais les acteurs, eux, ont lutté contre l'évidence comme luttent toujours les hommes.

Le capitaine de Borthon avec l'appui de sa mère a acheté le Fief Corbin de Sargé en 1788. Comptant sans doute sur les promesses de Bonnaud de Maraloy, il y entreprend des travaux coûteux de restauration et de transformation. Ses actions en justice contre l'abbé Bonnaud d'abord puis les héritiers des héritiers Bonnaud ne lui apportent que déboires et il s'endette d'autant mieux que la Révolution n'est pas tendre pour les ci-devant. Rien ne rentre si ce n'est dans les caisses des hommes de loi. Et le propriétaire du Fief-Corbin qui suit de près son père dans la tombe, le 16 floréal an VIII n'a pas la douleur, réservée à sa femme et à ses deux enfants de voir le domaine saisi et vendu en 1805.

## EPILOGUE

La jeune madame de Borthon, étant donné les événements ne peut engager en justice que des actions conservatoires. Ce n'est qu'en 1826 qu'une ordonnance du Roi de France reconnaît l'indépendance de la République d'Haïti. La loi du 30 avril accorde 150 millions d'indemnités aux anciens colons : les remboursements sont fixés au dixième de la valeur admise de la propriété. Madame de Borthon se porte créancière de son mari décédé et demande à récupérer sa dot. Les huissiers rentrent en campagne. Les choses vont avec la majesté de la justice et la mort passe une fois encore.

C'est Mlle Anne-Etienne de Borthon, dernière représentante de la famille, son frère Pierre ayant été tué le 29 octobre 1813 qui reprend les poursuites en faisant opposition auprès de la Caisse des dépôts et consignations le 19 juin 1838 sur les 101.361 fr. représentant l'indemnité fixée pour l'ensemble des biens Bonnaud et que guettent quinze ayant droit.

Sous le Roi Louis Philippe, le 31 août 1840 le tribunal de première instance d'Angoulême condamne les héritiers bénéficiaires à abandonner les indemnités qui leur sont dûes à concurrence du prix de la vente de 1760, des intérêts et des 6.000 livres qu'un tribunal avait condamné l'abbé Bonnaud à verser au début de la Révolution.

C'est trop beau. Les défenseurs font appel et la cour royale de Bordeaux le 6 juin 1844 décide que la catastrophe de Saint-Domingue ayant effacé toutes preuves, les 260.000 livres réservées au paiement des dettes Borthon sont considérées comme versées. Pour le reste les saisies ne vaudront que pour paiement du 1/10<sup>e</sup> des créances. Et les héritiers étant qualifiés héritiers bénéficiaires leur compte une fois fourni, les dépens des jugements déduits, on peut penser qu'il restera fort peu de choses.

C'est le dernier coup d'épée dans l'eau. La mort de Mlle de Borthon mettra un terme à toute action.

Cette affaire qui nécessiterait « des volumes » selon le mot d'un correspondant, pour laquelle dit un autre « il faudrait une mémoire prodigieuse... et bien du tems de reste » n'est en somme qu'un long fait-divers.



Ce court résumé a bien enlevé de la saveur aux événements, trop masqué les visages et je m'en excuse.

Terminons seulement sur un mot du grand vicaire Bonnaud « Si tous les créols s'exécutaient rondement comme nous, bientôt les affaires de la colonie avec la France s'arrangeraient et se liquideraient ». Remercions-le de s'être trompé. Il nous aurait privé du plaisir de revivre de manière très singulière la grande époque antillaise française. Sourions de sa réflexion et... gardons notre opinion ; ce sera le mot de la fin.

---



## SITES et MONUMENTS CLASSÉS à Vendôme et dans l'Arrondissement

—:—

### SITES

AUTHON. — Château et parc du Fresne 19-1-1944. Allées de Prunay, d'Authon, de Clairmarchais, de la Fournerie et du Rond 30-8-46.

HUISSEAU-EN-BEAUCE. — Château du Plessis Saint-Amand et son parc, 15-2-1943.

MESLAY. — Ensemble formé par le château, son parc et ses dépendances 23-6-1943.

PRUNAY. — Allée. 30-8-1946.

VENDOME. — Promenade dite de la Montagne 12-11-1922.

### SITES DONT LA CONSERVATION PRESENTE UN INTERET GENERAL

BAILLOU. — Le Château, l'église et leurs abords 23-5-1943.

COUTURE-SUR-LOIRE. — L'Isle Verte, le Loir et leurs abords 11-10-1943.

LES HAYES. — Etangs de la Gâtine 25-9-1944.

LAVARDIN. — Ensemble du village 3-2-1943.

LUNAY. — Ensemble formé par le château de la Mézière et son parc 2-2-1943.

NOURRAY. — Ancien cimetière et les terrains situés aux abords de l'église 30-3-1934.

RENAY. — Le parc, le château et la place de l'église 25-10-1943.

LES ROCHES. — Cavernes de Boydan 6-10-1944.

SAINT-FIRMIN-DES-PRES. — Eglise et ses abords 11-10-1943. Château de Moncé, son parc et leurs abords 21-10-1943.

SAINT-JACQUES-DES-GUERETS. — Partie de la commune 7-9-1943.

SAINT-QUENTIN. — Partie de la commune 7-9-1943.

TROO. — Ensemble de l'agglomération 7-9-1943.

VENDOME. — Le Pré aux Chats 14-3-1944. Le parc et les pentes du château et l'élévation dénommée « La Motte ». Le parc du lycée. L'ensemble formé au lieudit « Les Fossés de Vendôme » par les bords du Loir, le plan d'eau de la rivière, les abords de l'église et de l'abbaye. Le Mail constitué par le quai bordant le canal ayant entouré les remparts de la ville 14-6-1939.

EDIFICES (1)

EDIFICES CLASSES DEFINITIVEMENT

- AREINES. — Menhir d'Huchigny. Eglise d'Areines (31-12-1946).
- BREVAINVILLE. — Dolmen dit « Les Grosses Pierres ».
- CHOUE. — Ruines de la Chapelle de Guériteau (propriétaire M. DUPONT).
- COUTURE-SUR-LOIRE. — Eglise. Château de la Possonnière dénommée également Château de Ronsard (propriétaire M. HALLOPEAU).
- DROUE. — Polissoir dit « La Pierre Cochée ».
- HUISSEAU-EN-BEAUCE. — 2 Menhirs, 1 Dolmen et 1 Polissoir.
- LAVARDIN. — Eglise. Maison dite de Florent Tissart, sise rue Barrière (propriétaire famille ROULEAU DE LA TOUSSIÈRE). Château de Lavardin.
- LUNAY. — Eglise. Peintures murales du XIV<sup>e</sup> siècle décorant la sacristie et le grenier au-dessus de la sacristie (ancien chœur).
- MONTOIRE. — Ruines du Château. Chapelle Saint-Gilles (propriétaire M. GERARD).
- MAZANGE. — Eglise.
- MESLAY. — Château et dépendances (Site), (propriétaire Mme LA COMTESSE DE BLOIS).
- NOURRAY. — Eglise. Dolmen sous tumulus. Polissoir.
- RHODON. — Eglise et peinture murale qu'elle renferme (14-1-1930).
- LES ROCHES L'EVEQUE. — La Chapelle rupestre Saint-Gervais.
- SAINT-JACQUES-DES-GUERETS. — Parois de l'église revêtues de peintures murales classées. Eglise (15-4-1955).
- SOUDAY. — Eglise moins le clocher et le porche.
- TROO. — Eglise. Ancien Prieuré de Notre-Dame de Maulais (propriétaire M. DOMETTE). Ruines de l'ancienne maladerie Sainte-Catherine.
- TERNAY. — Ancien prieuré de Croixval.
- VENDOME. — Ruines du château. Ancienne porte Saint-Georges. Eglise, clocher, cloître et presbytère de la Trinité. Tour Saint-Martin. Chapelle du Lycée. Façade et toiture maison XV<sup>e</sup> siècle, place Saint-Martin (propriétaire Mlle ROYAU). Façades et toitures des bâtiments de l'ancienne abbaye de la Trinité à Vendôme, figurant sous les numéros A, B. et C. sur le plan annexé à l'arrêté, ainsi que la salle capitulaire située dans le bâtiment C. et le sol de la cour du cloître.

---

(1) Nous citons les noms des propriétaires des édifices au jour du classement).

EDIFICES INSCRITS A L'INVENTAIRE SUPPLEMENTAIRE

ARVILLE. — Eglise. Façades et toitures de l'ancienne commanderie des Templiers.

ARTINS. — Ancienne église sise au Bourg du Vieil (13-1-1939).

AUTHON. — Ancienne église abbatiale de l'Etoile (27-8-1953).

BOURSAY. — Eglise (6-1-1926).

BAILLOU. — Eglise Saint-Jean-Baptiste (25-2-1948).

BREVAINVILLE. — Eglise (25-2-1948).

BUSLOUP. — Eglise Sainte-Anne et Saint-Pierre (5-4-1948).

FRETEVAL. — Restes du donjon (propriétaire M. LEBLED Louis, Yvre-le-Polin, Sarthe), (13-2-1926).

HUISSEAU-EN-BEAUCE. — Parties du château du Plessis-Fortia (27-8-1953).

LUNAY. — Eglise (10-11-1925).

LANCE. — Abside et chœur de l'église (propriétaire : la commune, 12-5-1927).

LAVARDIN. — Restes du Château (propriétaire M. RAYNAL DE BAVRE, au Tertre, par Pezou, 13-2-1926). Le Pont sur le Loir (propriétaire : le département), 13-2-1926. Le presbytère (propriétaire : la commune), 6-1-1926.

MOREE. — Les murs d'enceinte, les tourelles et le portail d'entrée de l'ancien Manoir dits « Porte de la Perrine », rue de Prés (propriétaires M. PITON, 85, rue de Turenne, Paris-IV<sup>e</sup> et Mme GODARD, à la Penine, Morée), (25-2-1948).

MONDOUBLEAU. — Restes des fortifications de la ville (propriétaire : la commune, 13-9-1926). Ruines du Château (propriétaire : la commune, 6-3-1926). Maisons en pans de bois du XV<sup>e</sup> siècle, Place du Pâtis (propriétaire M. BRISARD, 11-3-1935). Façades et toitures de la Maison sise 2 Carrefour de l'Ormeau (propriétaire Mme JUILLARD y demeurant, 25-2-1948). Ancien manoir de Rocheux (propriétaire M. Hippolyte HILLEMANT, docteur en médecine, 6, Rond-Point de Longchamp, 25-2-1948).

MONTOIRE. — Maison Taillebois (propriétaire M. BOURGOIN, 47, rue Porte-Chartraine à Blois, 13-2-1926). Maison du XVI<sup>e</sup> siècle, grande place (propriétaire M. Alphonse GERARD, château de la Fosse, commune de Fontaine-en-Beauce, 29-12-1927). Restes de l'ancienne Chapelle de Saint-Laurent encastrés dans le mur de clôture du cimetière (propriétaire : la commune, 15-1-1929). Bâtiment du XV<sup>e</sup> siècle de l'ancien couvent des Augustines, aujourd'hui quartier Marescot (propriétaires : Etat, Ministère de la Guerre et ville de Montoire, nu-propriétaire 24-10-1929). Chapelle désaffectée de la Madeleine (ancienne léproserie), (17-9-1937). Façade et toiture de la maison sise 52 Place G.-Clémenceau à Montoire (propriétaire M. GERARD, à Montoire 2-12-1946).

PEZOU. — Eglise (6-1-1926).

SAINT-AGIL. — Château (propriétaire M. René DE LUSSAC, 13-2-1926).

SELOMMES. — Eglise (6-1-1926).

SAINT-JACQUES-DES-GUERETS. — Eglise (6-1-1926).

SAINT-MARTIN-DES-BOIS. — L'Abbaye de Saint-Georges-du-Bois comprenant l'église et la salle Capitulaire (8-5-1939).

SAVIGNY-SUR-BRAYE. — Eglise (6-1-1926).

TROO. — Croix située sur le chemin de Trôo à Sougé (propriétaire : la commune, 19-10-1928). Le puits qui parle (11-3-1935).

VENDÔME. — Arche des Grands Prés sur le Loir (13-2-1926). Immeubles sis 4, 6, 8, 10 et 12 rue Renarderie (31-10-1940). Façade et toiture sur cour de la maison dite « Hôtel de la Chambre des Comptes », sise 7, rue Renarderie (propriétaire Mme ADAM-VADE, la Guignardière, commune de Chambray, I.-et-L., 25-2-1948). Portail Renaissance sis dans la cour de l'immeuble, 8, Place de la République (propriétaire Magasins « Les Galeries », 25-2-1948). Maison ancienne dite « Hôtel de Gennes » sis 59 rue Poterie à Vendôme (propriétaire Mme SEJOURNANT, 8, Boulevard Emile-Augier, Paris-XVI<sup>e</sup>, 6-3-1948). Ancienne Chapelle Saint-Pierre de la Motte à Vendôme (propriétaire Mlle ROYAU, Impasse Cormegaie, rue Poterie à Vendôme, 6-3-1948). Vestiges de la Chapelle Saint-Loup, sise dans le Bâtiment de l'ancienne Abbaye de la Trinité (23-12-1948). Trois baies romaines de la façade sur impasse de la maison sise rue de l'Abbaye (propriétaire M. Roger COLLIN, à Thoré-la-Rochette, 11-1-1951).

VILLEDIEU-LE-CHATEAU. — Restes de l'église du Prieuré Saint-Jean-Baptiste (6-4-1929). Restes de l'église du Prieuré Saint-Jean-Baptiste (14-11-1951).

VILLEPORCHER. — Eglise (6-1-1926).

VILLIERS. — Parois décorées de peintures murales du mur nord de la nef dans l'église de Villiers (20-6-1939).

#### OBJETS MOBILIERS OU IMMEUBLES CLASSES

AMBLOY. — Eglise : Encensoir, cuivre XVII<sup>e</sup> siècle.

CORMENON. — Eglise : Lutrin, bois sculpté XVIII<sup>e</sup> siècle.

FAYE. — Eglise : Lutrin, bois sculpté et peint XVIII<sup>e</sup> siècle.

LES HAYES. — Eglise : Bénitier, pierre XVI<sup>e</sup> siècle.

MAZANGE. — Eglise : (Façade occidentale). Vierge à l'Enfant, statue de bois XVII<sup>e</sup> siècle.

MESLAY. — Eglise : Deux consoles, bois sculpté et peint XVIII<sup>e</sup> siècle.

PERIGNY. — Eglise : (Sacristie). Coffre bois XV<sup>e</sup> siècle.

PEZOU. — Eglise : « La Vierge et Saint Jean », deux statues provenant d'un calvaire bois sculpté, début du XVII<sup>e</sup> siècle. Lutrin, bois sculpté et peint XVIII<sup>e</sup> siècle.

PRUNAY. — Eglise : Calice, argent doré, époque de Louis XIV.

SAINT-FIRMIN-DES-PRES. — Eglise : Le Christ en Croix, la Vierge et Saint-Jean, trois statues d'un Calvaire, bois sculpté, début du XVII<sup>e</sup> siècle. La Vierge et l'Enfant, statues bois peint, XVII<sup>e</sup> siècle.

SELOMMES. — Eglise : Lutrin, Bois sculpté et peint, XVIII<sup>e</sup> siècle.

TOURAILLES. — Eglise : Croix Processionnelle, bois et métal fondu et repoussé XVIII<sup>e</sup> siècle.

VENDOME. — Chapelle du Couvent du Calvaire : Statue funéraire d'Honoré Barentin, pierre, vers 1638 (au Musée de Vendôme). Eglise de la Madeleine : Rampe d'escalier de la chaire, fer forgé XVIII<sup>e</sup> siècle. Table de communion fer forgé XVIII<sup>e</sup> siècle.

LA VILLE-AUX-CLERCS. — Eglise : Epitaphe de Michel de Verthamon, pierre et marbre, 1674.

VILLIERS. — Eglise : Deux jouées de stalles, bois sculpté, fin du XV<sup>e</sup> siècle.

---



# OUVRAGES EN VENTE AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

*Cloître de l'Abbaye, à Vendôme*

- **Bulletins de la Société**, depuis 1862, prix selon l'année.
- **Tables méthodiques du Bulletin** (1862-1911 et 1912-1926), ensemble ..... 400 »
- **Galerie des Hommes illustres du Vendômois, Pierre de Ronsard**, Vendôme, 1863 ..... Epuisé
- **Quelques particularités sur la Vie de Ronsard**, par Rémy Fouquet, Saumur 1937 ..... 200 »
- **Etude Biographique sur M. Hte de la Porte**, par M. Richard de la Hautière, Vendôme, 1868 ..... 100 »
- **Cahier du Tiers Etat Vendômois aux Etats Généraux de 1614**, Vendôme, 1872 ..... 50 »
- **Histoire de la Mobile de Vendôme**, par M. de Maricourt, 2<sup>e</sup> édition, Vendôme, 1876 ..... 100 »
- **Cartulaire de l'Abbaye Cardinale de la Trinité de Vendôme**, publié par l'abbé Métais, cinq forts volumes in-8° ..... 5.000 »
- **Mémoires de Bellanger de Lespinay**, Vendômois, sur son voyage aux Indes Orientales (au cours duquel il donna Pondichéry à la France), publiés par H. Froidevaux, Vendôme, 1875 ..... 300 »
- **Histoire Municipale de Vendôme avant 1789**, par H. de Trémault, Vendôme, 1904 (très rare) ..... 800 »
- **Catalogue raisonné des Basidiomycètes** qui croissent autour de Mondoubleau, par L. Legué, Vendôme, 1908 ..... 300 »
- **Ronsard. Les fêtes du IV<sup>e</sup> Centenaire à Vendôme**. Vendôme, 1924 ..... 100 »
- **Mémoire de Marie du Bois**, sieur de Lestournière et du Poirier, valet de chambre de Louis XIII et Louis XIV, publié par L. de Grandmaison, Vendôme, 1936 ..... 300 »

*(S'adresser sur place au Gardien du Musée ou par correspondance au Bibliothécaire de la Société. Le port est toujours en plus.)*